

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

LUNDI

22

MARS

1976

N° 141

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

CONTRE LA BOURGEOISIE EN CRISE

DEVELOPPONS NOS LUTTES

Que se passait-il en France ce dimanche 21 mars, jour du printemps. Peu de choses à en croire les radios. Des rencontres sportives, des accidents de la route, des départs en vacances, malgré une grève à la SNCF. Après le grand cirque des cantonales, c'est comme si la vie politique et sociale s'était mise en veilleuse.

La pause n'est qu'apparente, des usines et des campagnes, monte la ruine des luttes. Ce n'est pas encore de vastes mouvements, mais le signe avant-coureur d'une offensive populaire d'ensemble. Malgré la politi-

que démobilisatrice des confédérations syndicales, les travailleurs n'hésitent pas à démarrer des luttes contre les licenciements ou pour les augmentations de salaires.

Au Péage de Roussillon, les ouvriers se mobilisent contre les licenciements, résolus à empêcher la fermeture de l'usine. A Fougères, c'est toute une ville qui se bat contre le chômage derrière ceux de Réhault. A Tournon, l'usine Caravelair, est occupée pour une augmentation uniforme de 250 francs. A Boulogne Electronique, également, l'usine est occupée. A Michelin, les grè-

ves tournantes se poursuivent.

Les ouvriers ne sont pas seuls dans l'action. Les paysans restent sur le pied de guerre, viticulteurs, producteurs laitiers et petits cultivateurs, ils se préparent à de nouvelles luttes contre la politique agricole communautaire.

Il est de plus en plus fréquent de rencontrer des paysans devant les entreprises en lutte apportant un soutien matériel. En avril, une journée unitaire ouvriers-paysans est prévue dans le midi viticole. Ainsi se forge progressivement l'unité ouvriers-paysans.

Dans plus d'une vingtaine de facultés, les étudiants mènent une lutte résolue contre la mainmise directe du patronat sur la formation universitaire. Ils refusent le dilemme chômeurs ou cadres au service des patrons et manifestent leur volonté de rejoindre le combat des travailleurs.

C'est un printemps de luttes qui se prépare, pour qu'il soit le plus large possible, il faut abattre les obstacles qui freinent son extension. Les travailleurs veulent lutter, mais certains hésitent devant le poids de la propagande des directions réformistes et révisionnistes qui les isolent et n'arrêtent pas de leur répéter qu'il n'est pas possible de lutter, qu'ils ne seront pas suivis s'ils démarrent un mouvement.

Ce 21 mars, à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire, nous étions 5000 venus d'entreprises de toute la France manifester à Paris notre volonté d'en finir avec le capitalisme en crise. Au rassemblement communiste de l'après-midi, dans une Mutualité comble, des dizaines d'entre nous ont pris la parole devant leurs camarades pour expliquer leurs luttes. Il en est ressorti un grand enthousiasme, la certitude qu'il est possible de faire reculer la classe capitaliste, de forger l'unité populaire. Il y a aujourd'hui un cadre pour rassembler les énergies révolutionnaires, c'est le Parti de Type Nouveau. Pour forger un tel Parti, pour le renforcer, rejoignez le Parti Communiste Révolutionnaire.

Serge LIVET

En Palestine occupée,

ISRAEL ÉBRANLÉ PAR LES SOULEVEMENTS POPULAIRES



VOIR PAGE 7

Paris : 21 mars

SUCCÈS DU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

Voir page 8 et 9



SNCF :

QUELLES ACTIONS MENER ?

VOIR PAGE 3

SOMMAIRE

- Liban : les combats ont repris p.6
- Notre feuillet : Etoile Rouge sur la Chine d'Edgar Snow p.11
- Bonnet : solidarité avec les intérimaires p.4

ENQUÊTE

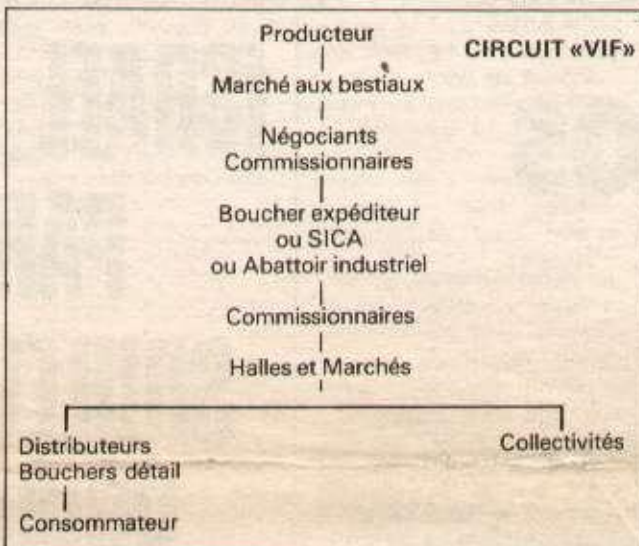
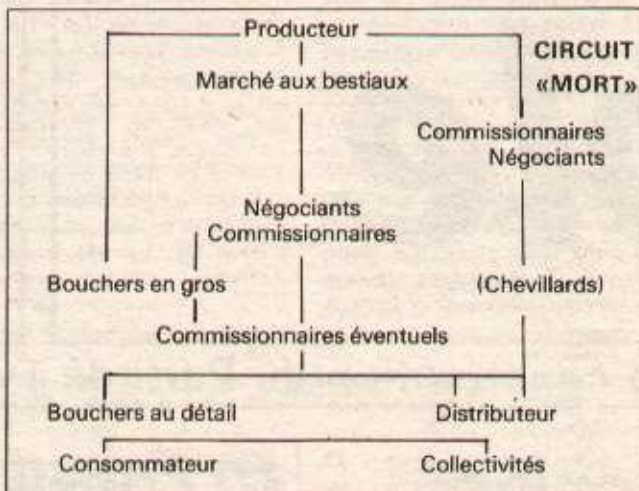
CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

(18) DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR QUELS CIRCUITS ?

DES CIRCUITS COMPLIQUES

Marchands de bestiaux, chevillards, commissionnaires, abatteurs, négociants, transporteurs, grossistes, etc... La liste des intermédiaires est longue, pour la viande de bœuf, entre l'éleveur et le consommateur. Et l'enchevêtrement des circuits de distribution ne facilite pas la compréhension...

Certaines des tâches remplies par ces intermédiaires sont bien sûr indispensables : le transport, l'abattage... Mais il y a toutes sortes de gens qui ont su tirer parti de la difficulté qu'avait le consommateur de viande à rencontrer le producteur. Difficulté qui n'a pas cessé de croître depuis que la «révolution industrielle» a massivement chassé les paysans des campagnes pour former une armée industrielle massée dans les grandes villes. La bourgeoisie triomphante devait nourrir les ouvriers pour pouvoir continuer à les exploiter. Et l'approvisionnement des villes allait devenir une activité lucrative pour une foule de parasites qui prospèrent à l'ombre des grands capitalistes.



LES SOLUTIONS CAPITALISTES

Les profits que prélèvent tous ces parasites sur la distribution de la viande fait monter le prix de celle-ci ; or, la classe ouvrière étant bien décidée à «défendre son bifeck», les capitalistes ont trouvé que celui-ci revenait cher : c'est autant d'argent qui ne va pas dans la poche des grands capitalistes, et en période de crise, cela coûte cher d'entretenir cette troupe de chevillards et autres commissionnaires.

La bourgeoisie a donc depuis quelques années, commencé à mettre en place d'autres systèmes.

L'importation de viande, d'Argentine, par exemple, est une de ces solutions : elle a fait chuter de 20 à 30% les prix de la viande en 1973 (au moins pour l'éleveur... mais la ménagère n'a pas vu une telle différence). Cette politi-

que s'est heurtée à une vive résistance des éleveurs.

Une autre solution est d'instaurer des circuits de distribution «intégrés» : non seulement cela permet de supprimer un certain nombre d'intermédiaires, mais surtout les sommes prélevées vont directement dans la poche du capital monopoliste qui contrôle ces circuits de distribution. Tout bénéfice.

LE CIRCUIT DE DISTRIBUTION «INTÉGRÉ» EST AVANTAGEUX... POUR LES CAPITALISTES

DÉCOMPTÉ COMPARATIF DES COÛTS DE DISTRIBUTION

	Circuit classique	Circuit intégré
Achat au producteur	9,63 F	9,63 F
Marge du marchand de bestiaux	0,48 F	0,57 F
Transport du marché à l'abattoir	0,08 F	0,57 F
Frais d'abattage	0,60 F	0,57 F
Valeur du 5 ^e quartier à déduire	- 0,50 F	- 60 F
Transport	0,18 F	0,18 F
Marge de gros ou commission	0,35 F	2,20 F
Marge détail	2,45 F	0,84 F
TVA 7%	0,93 F	
Prix moyen de vente au détail de la carcasse	14,20 F	12,82 F

environ : - 10%

QUAND VOUS ACHETEZ DE LA VIANDE DE BOEUF, A QUI VA L'ARGENT ?

60 à 65% vont au producteur
8% vont à l'Etat capitaliste (taxes)
7 à 8% vont aux différents intermédiaires
20 à 25% vont aux bouchers détaillants

LES CIRCUITS DIRECTS

Mais les travailleurs ont leur propre conception de la simplification des circuits. Dans différentes villes de France, des organisations de consommateurs, des organisations populaires de quartier prennent directement contact avec des producteurs agricoles. Parfois, ce n'est qu'une nouvelle source de profits : les exemples ne manquent pas de «coopératives d'achat» qui se comportent comme des entreprises capitalistes. D'ailleurs, est-il possible qu'il en soit autrement dans une société où le profit fait la loi ? Mais de

plus en plus, se développe chez les paysans, l'idée qu'ils sont, comme les travailleurs qui achètent leurs produits, victimes des capitalistes qui prélèvent leur dîme. D'où l'idée des ventes directes qui se multiplient : pour soutenir les usines en grève, comme Rivierre-Casalis à Orléans récemment où, il y a quelques années, le Joint Français à St Brieuc, ou Pennarroya-Lyon.

Des Comités de Lutte Contre le Chômage ont également organisé des ventes directes à Besançon, à Marseille... La vente directe est

une arme qu'emploient les ouvriers des industries alimentaires (vente de pain d'épices par les ouvriers d'Unimel) et les paysans (viticulteurs du MIVOC) pour populariser leur lutte. Idée qu'a reprise, dans une certaine mesure, la FNSEA (ventes dans les gares parisiennes).

Toutes ces «ventes sauvages» ont le mérite d'indiquer que, dans une autre société, au autre système de distribution est possible.

QUAND LE CAPITALISME RESTRUCTURE LA PRODUCTION AGRICOLE

L'INTEGRATION

L'intégration est un type de contrat entre un paysan et une firme agro-alimentaire, qui permet à celle-ci de tenir le marché agricole sans prendre à sa charge les risques et les aléas de la production agricole, ceux-ci restant à la charge du paysan.

Cette définition cynique de l'intégration, ce sont les juristes eux-mêmes qui la lui ont donnée ! (les contrats d'intégration sont l'objet d'une loi de 1964).

Concrètement, dans le cas

de l'élevage par exemple, cela se traduit ainsi : la firme fournit à l'éleveur les animaux à engraisser et les aliments. L'éleveur fournit les bâtiments, les machines, et surtout le travail. Une fois qu'il a engraisé les animaux, la firme les lui rachète pour les faire abattre et commercialiser la viande.

Le rapport de forces est tel entre la firme agro-alimentaire et l'éleveur que c'est la firme qui est seule maîtresse des prix en amont (prix des aliments et du bétail a

engraisser) et en aval (prix du bétail engraisé). Au bout du compte, loin de voir son travail rémunéré, celui-ci se retrouve souvent avec «des dettes pour salaires». Quelle aubaine pour Sanders, Duquesne-Purina, Nukamel, UFAC, etc...

Seuls des trusts puissants peuvent imposer un tel contrôle de la production agricole. C'est directement le capitalisme monopoliste qui contrôle la fabrication de «ce qu'on fait manger aux Français».

L'approvisionnement des grandes villes en Chine socialiste

Changai, une des plus grandes villes industrielles de Chine, (en millions d'habitants), pose de gros problèmes de ravitaillement. Comment le socialisme a-t-il résolu cette question ? C'est ce que nous apprend cet extrait d'un article de Chine en Construction (avril 75). Si les conditions de la Chine ne sont pas les nôtres, il y a des expériences dont le pouvoir des ouvriers et des paysans pourra s'inspirer dans notre pays : création d'une ceinture de cultures variées autour des grandes villes, suppression des «intermédiaires qui percevaient de grosses commissions»...

Dans la banlieue changaïenne se trouvent d'importantes bases de production d'aliments secondaires, appartenant à des communes populaires ou à des fermes d'Etat. Cela représente en tout quelque 6730 ha de vergers et de champs de cucurbitacées, 25.330 ha de viviers à poisson d'eau douce et, pour la pêche maritime, 500 chalutiers, de propriété d'Etat, et jonques motorisées appartenant à des communes ou brigades de production. A cela viennent encore s'ajouter forces basses cours d'Etat, 10.000 fermes d'élevage de porc de propriété collective, plus toute la volaille et les porcs élevés par les familles paysannes.

Aujourd'hui, tous les légumes, la moitié de la viande et le tiers des oiseaux de basse-cour que consomme la population de Changai sont fournis par ces bases de production.

«Avant la libération, les stations de vente en gros appartenaient à des capitalistes. Leurs rapports avec les maraichers étaient des rapports d'exploiteur à exploités. A l'époque, les



grossistes n'étaient pas des acheteurs mais des intermédiaires qui percevaient des commissions à des taux très élevés. A la saison où les légumes étaient plus qu'abondants et ne pouvaient tous être vendus, c'était aux maraichers d'en supporter les pertes. Par contre, à la saison des légumes, étaient rares et se vendaient bien, les maraichers devaient laisser aux capitalistes, sans contrepartie, une bonne part des gains qui leur avaient coûté tant de sueur.

Aujourd'hui, les stations de vente en gros sont propriété de l'Etat. Elles achètent tous les légumes produits selon un plan, quelles que soient les saisons. D'une façon générale, l'écart entre le prix d'achat par l'Etat et celui de vente en gros aux marchés d'alimentation ne dépasse pas 4 %. Dans certains cas, les bénéfices résultant de cet écart sont utilisés pour indemniser les équipes de production maraichères, ceci dans l'intérêt des paysans».

SNCF : QUELLES ACTIONS MENER ?

- Campagne de presse contre les grévistes
- Aujourd'hui manifestation à Saint Lazare

Vendredi dernier, la poursuite de la grève chez un certain nombre de roulants (Gare de Lyon, Dijon, Grenoble...), contrairement aux directives des directions syndicales, a produit une grosse perturbation pour les trains de vacances, ainsi que sur les trains de banlieue, à Paris. La poursuite de la grève, cessée samedi à 16 H, est à l'initiative de sections de base, Autonomes et CFDT. Immédiatement tous les organes de presse de la bourgeoisie s'en donnaient à cœur joie. «France-Soir» : «Les naufragés de la gare de Lyon», «Le Figaro» : «Le raisonnement des grévistes» s'apparente à celui des preneurs d'otages... Il y a des limites à ce qui est tolérable... Si ces événements se reproduisent, les victimes seraient amenées à employer la force brutale...»

Une campagne qui va bien plus loin que la seule discréditation des cheminots en lutte, qui vise à instaurer la peur de tout mouvement rappelant mai 68, de tout mouvement d'ensemble des travailleurs de notre pays. Les titres «terrorisants» qui avaient fait suite aux bris de vitrines lors de la dernière manifestation étudiante étaient de la même veine. Fondamentalement, ces réactions indiquent la peur actuelle de la bourgeoisie d'un élargissement de luttes qui prennent nécessairement un caractère politique, par suite de la faillite complète du «giscardisme». Il faut donc dénoncer fermement cette campagne.

On peut cependant se poser certaines questions sur la poursuite du mouvement chez les roulants,

chez les travailleurs de la SNCF, le «ras-le-bol» est général : bas salaires, conditions de travail, conséquences de la politique de rentabilisation de la SNCF... Là est la principale cause du mouvement. Il n'empêche qu'il est resté catégoriel, ne concernant que les roulants, que le manque complet de popularisation a laissé le champ libre aux commentaires fielleux de la bourgeoisie. Ce n'était pas le meilleur moyen de préparer la journée de grève d'aujourd'hui, qui doit se traduire, à Paris par une manifestation devant la direction générale, à St-Lazare, et qui permettra aux cheminots de confronter leurs expériences, pour une mobilisation d'une plus grande ampleur nécessaire !

Éric BREHAT



Samedi 17 H, gare de Lyon. Le bureau «informations - accueil» est bondé. Les quelques employés du guichet, assiégés par des voyageurs de toutes sortes, sont plutôt embarrassés : «Le 17 H 15, allez donc voir s'il est affiché, nous, on n'a pas reçu d'instructions...» Un jeune qui doit rejoindre sa caserne : «La grève continue ?» — «On n'en sait rien, ça doit continuer jusqu'à lundi peut-être». Le jeune revient à la charge : «Qu'est-ce qu'ils demandent les grévistes ?». Là, c'est un cadre, jusque là accroché au téléphone qui répond : «Qu'est-ce que vous voulez savoir exactement ? La grève, ça ne vous regarde pas !». Le jeune, un peu surpris, sort. Je le rejoins. «Pour qui se prend-il celui-là ? Moi, ça me gêne plutôt de ne pas savoir quand je partirais, mais je voudrais au moins savoir pourquoi il y a une grève !»

Le savoir, c'est plutôt difficile. Aucun personnel roulant n'est là, aucune information n'est faite. Même parmi les employés des services d'entretien ou de bagages, seuls quelques syndiqués savent ce qui se passe : «Depuis 16 H, c'est fini, sauf pour la banlieue, puisque la direction a mis tout le personnel sur les trains de vacances. Lundi, ça reprendra puisqu'il y a un préavis. Moi, ça ne m'étonne pas trop qu'il y ait des mouvements comme ça : les accords salariaux prévoient une augmentation de 7 à 8 % pour cette année ! Ça veut dire qu'on gagnera encore moins que maintenant, quand on sait que, comme chef d'équipe, je gagne

moins de 2 000 F par mois...» Cet employé n'est pas en grève, puisque seuls les roulants le sont. Il n'y est pas hostile, mais lorsqu'on lui demande comment il se fait qu'aucune popularisation ne soit faite vis-à-vis des voyageurs, il reconnaît qu'il y a des problèmes : «D'abord, les voyageurs, il faut voir qui c'est. Il y a des gens qui ont d'autres moyens que nous pour partir en vacances, mais c'est vrai qu'il y a des gamins d'ouvriers, des gens qui vont passer quelques jours dans la famille. Il faudrait qu'ils connaissent notre situation, et si on ne leur dit pas, ils ne comprennent pas. Seulement, il y a une mauvaise coordination entre les services, il y a les directions syndicales qui ne veulent pas en faire trop... Pour nous, c'est le même problème. Si on faisait grève tous ensemble, ça serait plus efficace. Seulement, certains ont peur que ça mène à un nouveau mai 68, incontrôlé et que les élections remettent alors la droite en selle...»

Dans leur majorité, les voyageurs qui attendent ne sont pas dressés contre les grévistes. Ce n'est pas tant contre eux qu'ils en ont, que contre la SNCF, qui fait annoncer qu'un train va partir, puis qui change de programme sans prévenir, bref, qui laisse planer l'incertitude. A propos des grévistes, les réflexions du genre : «Ils ont peut-être des problèmes, mais nous aussi, on en a...», sont nombreuses. Ce qui rend d'autant plus regrettable qu'aucune popularisation ne soit faite, même vis-à-vis du personnel.

en bref

o ETATS UNIS

Patricia Hearst a été reconnue coupable d'avoir participé volontairement à des attaques de banque aux côtés des membres de l'armée de libération symbionaise qui l'avaient enlevée peu de temps auparavant.

o LIVRE

Les ouvriers du Parisien Libéré qui occupent actuellement le France, au Havre, ont annoncé qu'ils le quitteraient mardi, après avoir manifesté jusqu'à l'Hôtel de Ville. De retour à Paris, ils manifesteront jusqu'à l'imprimerie du Parisien.

+ 4% sur les vêtements de travail, 4,5% à 5% sur la papeterie, 4% sur les panneaux de contreplaqué. Voilà les nouvelles hausses que nous prépare le gouvernement à un moment où alignent augmentation sur augmentation.

Y-a-t-il ou non du pétrole en mer d'Irlande ? On ne le sait toujours pas. Les pétroliers qui espéraient avoir enfin trouvé la source de pétrole qui leur permettrait de briser l'unité des pays du Tiers-Monde. Les producteurs de matières premières qui luttent pour un juste prix de leur production, commencent à avoir des angoisses, apparemment les forages répétés ne donnent rien !

En bref

Une malade électrocutée à St Etienne

Mme Gibernon est morte sur la table d'opération, non pas du mal dont elle souffrait, mais d'une décharge électrique. La table d'opération n'était pas reliée à la terre, le fil de masse étant rompu. La masse était assurée par une importante masse de cuivre, enfouie sous terre, dont on a constaté la disparition ! C'est une explication. Le communiqué de la CFDT indique que ce n'est pas la seule : «Cet accident n'est pas un fait isolé. D'autres se sont produits, passés sous silence. Il nous a été signalé que des réclamations avaient été faites à propos de signes évidents d'une rupture de contact de la masse (...). Aucune suite n'avait été donnée à cette réclamation».

La mort d'un bébé

A la cité universitaire d'Antony, un enfant de dix-huit mois est mort asphyxié parce qu'il n'y a pas de crèche sur place. Sa mère avait dû s'absenter pour aller voir son autre bébé de deux mois placé sous couveuse à l'hôpital. Pendant son absence, le petit Philippe, qu'elle avait dû laisser seul, est mort asphyxié à la suite d'un court-circuit. Les parents de Philippe étaient obligés de vivre dans une chambre de 12 m² parce que l'administration de la cité refusait de leur accorder un appartement de deux pièces.

La cité d'Antony est laissée à l'abandon par le CROUS, les réparations ne sont pas faites, l'entretien non plus, il n'est pas étonnant dans ces conditions que de tels accidents se produisent. C'est cela «la qualité de la vie» tant vantée par Giscard !

Les prétentions de l'UNEF-Renouveau

Le président de «l'UNEF Renouveau» est interviewé dans «L'Humanité» de samedi. L'UNEF Renouveau, c'est encore c'est souvent contre elle qu'ils ont dû entamer cette lutte. L'UNEF veut en effet maintenir la lutte dans des limites revendicatives étroites, corporatistes. Elle s'oppose à l'aspiration des étudiants à s'unir concrètement aux travailleurs, à la dénonciation du contenu de l'enseignement et de l'avenir de cadre au service du patronat que propose l'Université bourgeoise.

Démagogie et répression

Dernièrement à Longwy et à Thil, les flics de ces deux localités ont tenu deux réunions auxquelles ils avaient invité les personnes âgées à y participer. Le thème de ces réunions était : comment protéger les vieux contre les voyous et les escrocs de tout genre. En clair, le but de telles réunions : c'est d'essayer de redorer le blason, plutôt défraîchi, des forces de répression.

Car en fait, qui sont les voyous et les escrocs que l'on présente aux vieux travailleurs ? Ce ne sont autres que les jeunes, la classe ouvrière et les révolutionnaires. Les jeunes, lycéens, travailleurs, chômeurs, qui de plus en plus prennent conscience et entrent en lutte contre cette société pourrie qui ne connaît que la répression pour faire régner l'ordre capitaliste.

TEMPÊTE DANS UN VERRE D'EAU

La fédération des réformateurs tient plus du panier de crabes que de la fédération. Les résultats des dernières cantonales y ont provoqué divers mouvements. Le Parti Radical n'est pas d'accord avec les chiffres donnés par Max Lejeune, président du groupe réformateur, qui annonce 315 élus réformateurs, dont 151 Centre Démocrate, 81 radicaux, 53 Centre Démocratie et Progrès, 30 démocrates socialistes. Le Parti Radical revendique 120 élus, et considère «que cette décision a pour conséquence immédiate de remettre en cause l'existence de cette fédération».

Il est probable que la fédération des réformateurs laborieusement mise sur pied aille vers un éclatement. Les radicaux fusionneraient avec le Centre Républicains ; le Centre Démocrate et le Centre Démocratie et Progrès formeraient le «Centre des Démocrates Sociaux». Cette incapacité à se rassembler en un seul parti qui caractérise les divers courants centristes, alors qu'ils n'ont aucune divergence profonde et qu'ils sont tous membres de la coalition gouvernementale, est révélatrice de la crise politique qui agite cette coalition incapable de s'unir sur un projet politique crédible.

Soutien CERES au PCF

La campagne du PCF pour les listes communes PS-PCF aux prochaines élections municipales n'avait pas, jusqu'à aujourd'hui, suscité d'écho favorable au sein du PS. La minorité du PS vient de prendre position en faveur des listes communes, le CERES a donné son approbation aux listes communes. «L'Humanité» a évidemment souligné cette prise de position favorable, le PCF pourra s'appuyer sur le CERES pour obtenir de la direction du PS un accord pour les prochaines municipales.

LUTTES OUVRIERES

en bref

Un commando fasciste anti-grève a attaqué les travailleurs de l'UMDC (Besançon), blessant en particulier deux grévistes (la grève porte sur des revendications de salaires en l'occurrence 15 centimes par point).

Agriculture : plusieurs camions citerne de la société Marçillat ont été bloqués par les agriculteurs. Aux dernières nouvelles la société a porté plainte. L'action est développée par le CDJA pour s'opposer au règlement de cette entreprise qui impose une pénalité de 2 à 8 centimes par litre de lait.

Un nouvel accident du travail a eu lieu à l'usine Delle-Alstom de Belfort. Un travailleur est tombé d'un toit et s'est tué !

• A la Thomson (Vélisy) les travailleurs, depuis 4 mois, débrayent une demi-heure par jour pour les 200 F d'augmentation, l'amélioration des conditions de travail et la réduction du temps de travail.

BONNET (Villefranche-sur-Saône)

Chez Bonnet (fabrique de congélateurs), à Villefranche sur Saône, la direction, pour faire face à la montée de stocks d'inventures et pour conserver ses profits malgré tout, a, comme elle dit, «réduit la production» : en clair, vingt travailleurs intérimaires devaient prendre la porte !

Après avoir travaillé à la chaîne à des cadences infer-

nales, pendant plus de six mois pour certains, c'est dur d'apprendre qu'on est jeté à la rue. Maître obligé de quitter ses camarades de travail, de perdre ses habitudes et surtout de perdre un emploi, ça ne compte pas pour les patrons.

Face à cela, les travailleurs ont riposté deux jours avant les licenciements en se mettant en grève. Leurs reven-

dications étaient les suivantes :

- que soit reconnue leur dignité de travailleur et d'homme, «on n'est pas des esclaves», disent-ils ;
- qu'ils soient prioritaires pour l'embauche (car bien qu'il y ait de nouvelles embauches, leur demande n'était pas prise en considération) ;
- si «l'entreprise ne peut les garder», ils réclamaient un

préavis de quinze jours avant d'être licenciés à condition que l'entreprise intérimaire puisse leur trouver un nouvel emploi (il faut préciser qu'il y a 1 500 chômeurs sur Villefranche sur Saône).

Après une entrevue avec la direction (et les patrons des boîtes d'intérim), ils l'ont fait reculer une première fois en obtenant :

- une promesse de «priorité d'embauche,
- une promesse de préavis pour l'avenir,
- le paiement des heures de grève.

C'est un recul qu'il va falloir aujourd'hui consolider dans les faits. Ce recul a été possible aussi grâce à la solidarité de la majorité des travailleurs envers les grévistes intérimaires. Les travailleurs ont très bien vu que sous prétexte de ralentir l'activité, sous prétexte de «difficultés», le licenciement des vingt travailleurs intérimaires voulait dire, très vite, l'augmentation des cadences pour les autres. Les buts du patron étaient clairs ! Les travailleurs intérimaires, pen-

dant leur grève, d'ailleurs, ne sont pas restés inactifs, mais, ont, au contraire, pris plusieurs initiatives pour expliquer leur lutte et renforcer les liens avec les autres ateliers.

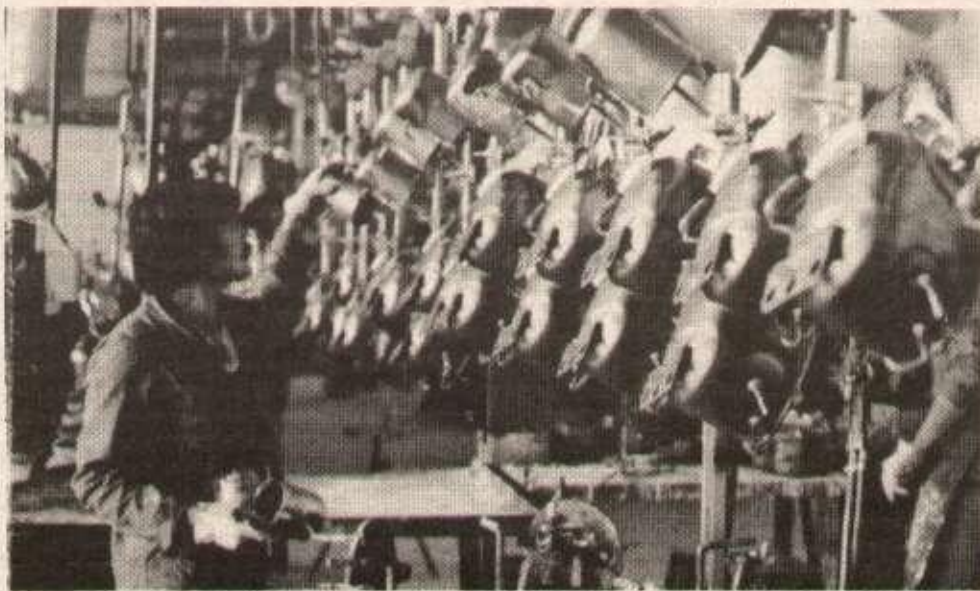
- Un certain nombre d'affiches ont été faites en français et en arabe.

- Des discussions ont eu lieu avec leurs camarades de travail : en passant dans les ateliers et sur les différents postes.

Ce premier recul imposé chez Bonnet, montre que, face aux patrons qui tentent de nous faire payer leurs «difficultés», il est possible de vaincre.

D'un côté, le chômage ou le chômage partiel pour des milliers de travailleurs, de l'autre, l'augmentation des cadences pour ceux qui restent, voilà comment la bourgeoisie veut maintenir ses profits et nous faire payer sa crise ! C'est possible de s'y opposer !

Un travailleur intérimaire
Syndicaliste Révolutionnaire
de Villefranche/s/Saône



SAFAA : non aux bas salaires, non au chômage

Quand on achète un casse-croûte ou une tasse de café à l'usine, c'est la plupart du temps dans un distributeur produit par la société SAFAA. Cette société fabrique également des taximètres, des parcmètres, et même la dernière trouvaille du salon des arts ménagers : des fours à micro-ondes. Ce type de production ne manque certes pas de commandes et la SAFAA a vu son chiffre d'affaires augmenter de 118 % entre 68 et 72, et, pour ce qui est de l'année 75 seulement, de 11 %. Malgré cela, la direction pratique une politique de bas salaires, nettement en dessous de la moyenne de la Métallurgie.

les travailleurs se sont mis en grève suite à la décision de supprimer les augmentations trimestrielles. Ils réclament une augmentation de salaire et occupent le centre Max Dormoy. Croyant briser la volonté de lutte, la direction a proposé une augmentation de 2,5 % au premier juin. Les travailleurs ont bien sûr refusé cette proposition qu'ils considèrent comme une insulte ; la grève continue.

Alors qu'à Paris, ils bloquent les salaires, les patrons viennent de prétexter des difficultés économiques pour licencier 80 personnes dont 60 ouvriers au centre de Massy.

Dans un cas comme dans l'autre, les patrons, qui ne doivent pas avoir de trop grosses difficultés à boucler leurs fins de mois, veulent faire payer aux travailleurs les frais de la lutte capitaliste pour la compétitivité, dans un cas comme dans l'autre, la réponse des travailleurs sera la lutte ouvrière contre le chômage et les bas salaires.

Correspondant SAFAA

CONTRE LES BAS SALAIRES : UNE RÉPONSE, LA LUTTE !

Les patrons qui réalisent des bénéfices énormes, ne peuvent certes pas faire croire à des difficultés dues à la crise, qui les empêcheraient de satisfaire les revendications des travailleurs. A Paris, rue de la Condamine,

UN NOUVEL ÉPISODE DE L'«AFFAIRE» DE L'INDICE DES PRIX

Dans les 195 articles de l'indice de l'INSEE, se trouve choisi, en particulier, dans le poste «entretien et nettoyage du logement», le «changement de compteur». Ce dernier ayant augmenté considérablement, avait fait monter à lui seul l'indice des prix de 0,5 % entre décembre 75 et janvier 76. Alors, comme référence pour calculer l'indice des prix, la variété «changement de compteur» a été tout simplement supprimée ce mois-ci !

Voilà ce qu'en disent les syndicats CGT et CFTD : «Ainsi dans la période d'inflation que nous connaissons, quand le prix reste stable plusieurs années, «on» trouve cela normal et le jour où le prix monte brutalement, rattrapant d'un coup le retard qu'il avait, «on» décide que c'est un «biais» accidentel insupportable».

APROPOS DE L'INDÉPENDANCE ENTRE L'INSEE ET LE GOUVERNEMENT

Les syndicats CGT et CFTD de l'INSEE ajoutent : «Comme chaque mois, le Ministre était informé du niveau probable de l'indice, quelques jours avant sa sortie définitive, et de «l'accident» qui l'affectait... «Un produit dont le prix ne «monte» pas, passe inaperçu, mais une hausse de prix pareille... ça attire forcément l'œil d'un ministre» !

Monsieur Malinvaud, directeur général de l'INSEE tente de s'expliquer : «Il est apparu que la variété «changement de compteur» devait être éliminée de l'échantillon parce que le secret n'avait pas été gardé à son sujet et parce que sa présence avait été la cause

d'un aléa d'échantillonnage technique inacceptable». Le moins que l'on puisse dire, c'est que les motifs invoqués ne sont pas clairs !

On sait que l'indice officiel du mois de janvier a augmenté de 1,1 %... après modification. Sinon, l'augmentation aurait été de 1,5 % ! Les trucages habituels ne suffisent apparemment pas à la bourgeoisie. Mais qui croit-elle tromper ?

LES SYNDICATS CONCLUENT : AU DELÀ DES MANIPULATIONS, LE PROBLÈME FONDAMENTAL DE L'UTILISATION DE L'INDICE

«Ce nouvel épisode de l'«affaire» de l'indice des prix démontre une fois de plus à l'opinion publique que l'instrument que l'on s'efforce de lui présenter comme un modèle d'objectivité et de rigueur scientifique a de ces faiblesses... inquiétantes».

«La véritable manipulation qu'a subi l'indice des prix en janvier 1976 révèle, s'il en était besoin, le peu de cas que fait le pouvoir actuel de la soi-disant indépendance de l'INSEE quand les enjeux sont importants et jusqu'où il est prêt à aller pour poursuivre sa politique d'austérité contre les travailleurs par l'utilisation de cet instrument privilégié qu'est l'indice des prix».

«L'indice des prix de l'INSEE n'a pour objectif que la mesure de l'évolution des prix. En aucun cas, il n'a été conçu comme indicateur du coût de la vie et c'est bien une escroquerie que de l'utiliser comme tel, notamment dans les négociations salariales».



INSEE : A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL

COMMUNIQUÉ DES SYNDICATS NATIONAUX CGT-CFTD DE L'INSEE (19 mars 1976)

Depuis plus d'un mois, les personnels chargés du fonctionnement des ordinateurs de l'INSEE ont engagé des actions de grèves. Le centre informatique d'Aix-en-Provence va entamer sa 6^e semaine de grève totale, les centres de Paris leurs 4^e semaine, les centres d'Orléans et de Nantes leur troisième semaine, le centre de Lille les a rejoints depuis une semaine. Actuellement, tous les ordinateurs de l'INSEE sont arrêtés sauf celui d'Orléans qui ne fonctionne que très partiellement. Tous les travaux de l'INSEE sont sérieusement perturbés en particulier, l'indice des prix, l'indice de la production industrielle, le compte de la nation, l'immatriculation des entreprises. La direction de l'INSEE tente de faire effectuer les travaux à la main, mais les problèmes techniques sont nombreux et la qualité des estimations qui pourraient être faites ainsi en particulier pour les indices est sujette à caution.

Que réclament les travailleurs en grève ? Comme beaucoup d'autres travailleurs à l'INSEE et dans le ministère des finances, il réclament le reclassement dans des catégories de fonctionnaires titulaires correspondant à leur qualification, l'attribution à tous des primes et des indemnités sans distinctions de statuts, la fin des discriminations et des divisions entre les multiples catégories pour effectuer le même travail.

Après avoir fait des propositions jugées largement insuffisantes par les grévistes, la direction de l'INSEE a annoncé la rupture de toutes les négociations tant que le travail n'aura pas repris. Le personnel en grève poursuit son mouvement avec la volonté d'obtenir satisfaction et le soutien le plus large de tous les autres travailleurs de l'INSEE.

Fonction Publique : Les «jaunes» ont signé les accords 76...

La FEN, suivie de FO et des Autonomes, vient de signer les Accords Salariaux de la Fonction Publique. La CFTC attend... jusqu'à lundi !

Un rien suffit à remplir d'aise ces collaborateurs attirés du gouvernement, habitués des signatures annuelles (malgré la bouderie FO-FEN du 9 mars !). Pour eux, ces accords seraient «positifs pour le maintien du pouvoir d'achat». Les travailleurs savent ce qu'il en est et «apprécieront» en conséquence ces nouvelles preuves de «bonne volonté» offerts au pouvoir. Ceci s'opère en effet au détriment des fonctionnaires et surtout des petites catégories (C,D) dont le pouvoir d'achat sera encore plus laminé cette année : merci Henry, merci Bergeron !

LUTTES OUVRIÈRES

Bourgogne-Électronique (Dijon)

RENFORCER LA GRÈVE

Les travailleurs en grève de Bourgogne-électronique (Dijon) occupent maintenant depuis six jours leur usine. La direction a refusé jusqu'à présent les préliminaires aux négociations avancées par le comité de grève : elle refuse qu'elles aient lieu à l'intérieur de l'usine : «Ils ont une trouille bleue de se faire séquestrer», disent les ouvriers. Ce sont les conseillers généraux du PS qui veulent à tout prix que les négociations se fassent le plus rapidement possible. Pour cela, ils se proposent de servir de médiateurs, mais les travailleurs ne veulent pas des politiciens bourgeois, et le comité de grève a proposé qu'ils soient exclus des négociations.

Aujourd'hui, alors que la mobilisation des travailleurs est toujours aussi importante, que l'occupation de l'usine s'est renforcée par la mise en place de commissions d'animation, du soutien organisé avec les travailleurs du quartier, il reste encore à surmonter certains obstacles. Il faut vaincre l'idée que «ça va se passer tout seul» et ne pas oublier qu'une usine comme la B-E (une des plus grosses de la région) qui mène une lutte de cette importance, va nécessairement devoir affronter les forces de l'ordre. En effet, la direction, après l'échec de l'assignation en référé de deux délégués seulement (sur quinze), car elle n'a pas réussi à faire remettre leurs mandats en main propre aux autres, s'est entendue dire par le juge qu'il valait mieux faire signer une décharge par les non-grévistes et ainsi permettre une intervention de la police. Les mesures qui ont été prises (lances à incendie, etc...) sont en effet insuffisantes contre une charge de

CRS, et c'est une question qui n'est pas encore assez débattue dans la tête des ouvriers.

Cela pose le problème de l'affrontement avec le pouvoir d'Etat, qui ne s'est pas encore posé à la B-E. L'idée qui fait son chemin, c'est l'exemple de Chausson, où les gens du quartier sont venus renforcer les travailleurs, au moment de l'intervention des flics : «Ce qu'on pourrait faire, quand il y aura une menace immédiate d'intervention, c'est mettre en marche, toutes les sirènes de

souvent un point faible de l'occupation.

Il y a aussi à combattre les idées défaitistes que commencent à diffuser les révisionnistes, qui n'ont pas le contrôle de la grève et qui finalement remettent en cause le rôle dirigeant du comité de grève. Leur manœuvre est d'essayer de négocier le plus rapidement possible, en bons garants de l'ordre social, et de «régler le conflit au plus vite». Il semble qu'ils cherchent à faire les négociations pendant le week-end (quand il y a moins de monde). Pour

que bloquer l'application des décisions du comité de grève : remise en route de la cantine, animation de la grève (ils proposent des concours de pétanque mais s'opposent à ce qu'on passe un film sur LIP !). D'autre part, ils refusent pour l'instant de débloquent l'argent du CE dont ils ont la gestion (50 M par an !) sous prétexte que depuis longtemps, l'utilisation de cet argent était prévue. Certains travailleurs protestent : «Ils feraient moins de voyages à Moscou et de sorties de ski... Cet argent, les OS en profitent



l'usine. Tu peux être sûr que toutes les Grésilles (une grande cité ouvrière) vont se mettre aux fenêtres, et venir nous aider».

Le Comité de Grève a décidé que la question de se préparer à cette éventualité sera discutée en AG, et pour permettre que s'expriment toutes les idées, organiser des discussions en petits groupes. Il faut que les grévistes viennent aussi nombreux le week-end, qui est

cela, ils commencent sournoisement à faire courir le bruit que «certaines voudraient reprendre le travail lundi»,... etc.. Mais les travailleurs commencent à s'apercevoir que si ouvertement ils soutiennent leurs luttes (des collectes des cellules PCF de Dijon ont été apportées aux grévistes), en fin de compte, ils ne renforcent pas la grève : jusqu'à présent, ils n'ont fait aucune proposition allant dans le sens de faire avancer la lutte, et ne font

inégalemment». Ils commencent à remettre en cause la gestion du Comité d'Entreprise, d'autant plus que les révisionnistes ont déclaré que cet argent appartenait aussi bien aux grévistes qu'aux non-grévistes !

Ce sont ces questions-là, l'intervention des flics et l'attitude du PCF pendant la grève, qui sont autant d'idées à débattre et d'obstacles à surmonter pour les travailleurs aujourd'hui.

ALA LAINIÈRE DE ROUBAIX
VICTOIRE DES OUVRIERS
DE NUIT GRACE À L'UNITÉ
DE CLASSE

après l'échec des négociations entre les syndicats et le patron, négociations ayant eu lieu la semaine dernière sur la grille des salaires, les ouvriers des équipes de nuit ont bloqué lundi les entrées et y ont installé des piquets de grève. Les travailleurs, en majorité des immigrés espagnols et portugais, ont fait des prises de paroles expliquant la nécessité de lutter pour les salaires et de former un seul bloc contre l'intransigeance des patrons.

La revendication principale est l'augmentation immédiate du salaire de nuit (+5%) et une prime de panier plus forte. Mardi, le directeur du personnel, a vu la provocation qu'il avait montée (il voulait faire rentrer un ouvrier de force) se terminer par une bataille violente. Le directeur a été rapidement repoussé par la

volonté combative des ouvriers et il a pris un coup de poing en pleine figure. Par la suite, ce sont les flics qui ont pris le relais en essayant d'intimider les ouvriers, ce qui n'a pas entamé leur combativité. Mercredi, le patron a proposé de lâcher 1% maintenant et le reste jusqu'à la fin de l'année. La réponse des travailleurs a été le durcissement du mouvement.

Jeudi matin, les patrons ont enfin compris que le mouvement allait prendre de l'ampleur et, craignant qu'il ne s'étende à l'ensemble des équipes du matin et de l'après-midi, il a cédé sur toutes les revendications des équipes de nuit en grève. Cette lutte a été victorieuse et c'est grâce à la détermination des travailleurs et à l'unité de classe.

Correspondant Roubaix

UN EXEMPLE DE
PRATIQUE SYNDICALE
DE MASSE

La section syndicale CFDT d'un comptoir mécanique de Seine St Denis a distribué à tous les travailleurs un tract sous forme de questionnaire. Les différentes questions portaient sur quelles sont les revendications jugées principales par les travailleurs, quelles sont les formes de lutte jugées plus efficaces ou plus appropriées. Les réponses apportées par le personnel de la boîte permettront à la section syndicale et aux syndicalistes de mieux connaître les aspirations des travailleurs et ainsi de préciser quelle doit être la pratique et les actions à engager contre le patron pour répondre à ces aspirations.

Ce type de syndicalisme, tranche avec celui des réformistes et des révisionnistes qui ne considèrent les travailleurs qu'en tant que masse de manœuvre, qui les laisse

en dehors des décisions et en fin de compte, n'est pas à leur service. Car c'est bien là le problème : les syndicats doivent-ils se servir des travailleurs ou est-ce qu'ils doivent au contraire, être à leur service. Pour les réformistes et les faux communistes, les syndicats ne sont que la courroie de transmission de leurs partis bourgeois, pour nous, pour les syndicalistes révolutionnaires et les véritables communistes ils doivent avant tout rester une arme entre les mains des travailleurs pour leur combat quotidien contre le capitalisme.

Cette expérience des syndicalistes CFDT de Seine St Denis va dans ce sens ; il s'agit de se mettre à l'écoute des aspirations des masses et de décider avec elles de la voie à adopter, des luttes à mener et sur quelles bases de classes.

C.A.T. (Besançon)

MENACES CONTRE DES SYNDICALISTES
RÉVOLUTIONNAIRES

Au CAT, à Besançon, depuis la large majorité obtenue par la section CFDT aux élections de délégués du personnel, on assiste actuellement à l'éviction des syndi-

calistes révolutionnaires de la section. Les idées du P-C-F ne s'affirment pas directement (il n'y a pas de tracts, pas de propagande de sa part) ; dans les faits, leur activité se traduit comme suit :

capés, à la rédaction d'un dossier.

- En apparence, ils acceptent les handicapés comme des travailleurs à part entière

sait que les luttes ont permis d'atteindre à peu près le SMIC pour tous alors que la loi d'orientation a son plafond à 70 % du SMIC. Mais les tentatives réformistes et révisionnistes empêchent tout progrès actuel effectif dans le sens d'un réajustement important des salaires des handicapés.

Sait-on que les différences de salaires entre valides et handicapés va de 800 à 1 063 F ?

Actuellement, les militants révolutionnaires sont évincés des responsabilités de la section syndicale : ils ne sont plus convoqués aux réunions, ils sont accusés de saboter la section. Mais très récemment, plusieurs travailleurs ont pris conscience de la manœuvre et réagissent très violemment.

Il est nécessaire aujourd'hui de combattre ces tentatives afin d'imposer un syndicalisme de lutte de classe contre celui de collaboration de classe !

Corresp. CAT Besançon



calistes révolutionnaires de la section. En fait, les révisionnistes du P-C-F tentent de faire pression sur la direction de la section CFDT en ce

- Ils refusent de parler des problèmes spécifiques de la boîte (opposition à la création d'une commission «handicapés» animée par des handi-

mais ils veulent rester dans la légalité et s'opposent à toute augmentation substantielle des salaires des handicapés. Au CAT de Besançon, l'on

LES METTALURGISTES
EN LUTTE !

«Les 1250 travailleurs de l'usine Roto Diesel (pompes hydrauliques) à Blois sont en lutte depuis mercredi. Leurs revendications sont les suivantes :

- 5 % d'augmentation des salaires
- une prime d'équipement de 10 F
- une prime de transport
- une indemnité de vêtement
- la 5ème semaine de congés payés.

- L'octroi de 3 jours par an aux ouvrières arrêtées par suite de la maladie d'un de leur enfant.

La direction ne veut rien céder. Aussi, les travailleurs ont décidé de continuer la lutte.

«Les 1400 travailleurs de l'entreprise LMT à Boulogne Billancourt sont en lutte pour les salaires ; ils refusent les miettes de la direction : 5 %
Ce matin, ils se réunissent en assemblée générale pour décider de la poursuite de l'action.

INTERNATIONAL

Rhodésie : la lutte armée est la seule voie

Les discussions entre le gouvernement raciste de Rhodésie et N'Komo de l'African National Congress, mouvement de libération ont échoué. N'Komo a déclaré : «*Nous sommes au bout du chemin*» ; aucun accord n'est possible entre les racistes et les mouvements de libération.

La Zambie qui avait soutenue les tentatives de négociations de l'AMC a déclaré par son président qu'il n'y avait pas d'autre choix que soutenir la lutte armée qui est en plein développement. Le mouvement patriotique de Zimbabwe, Rhodésie retrouve ainsi son unité : il y a plusieurs mois toute une branche du mouvement s'était désolidarisée de N'Komo et poursuivait la lutte armée. Et cette unité est encore renforcée par l'appui unanime des pays africains voisins, qui soutiennent le Mozambique qui a fermé ses frontières au commerce rhodésien. L'heure de la libération en Afrique Australe va bientôt sonner !

ITALIE

Agnelli, président des patrons italiens et patron de FIAT a déclaré : «*Les communistes au gouvernement ce serait prématuré pour eux comme pour nous*». Chaque chose en son temps, Agnelli n'a pas encore besoin de Berlin guer.

ANGLETERRE

Margaret gardera sa liste civile de 33 millions de francs par ans, nets d'impôts, après sa séparation d'avec son mari. Ce qui n'aurait pas été le cas si elle avait divorcé. A quoi tiennent les couples princiers !

SPORTS

Tournoi des cinq nations : France-Angleterre

Paris : l'équipe de France a battu l'Angleterre par 30 à 9 à l'issue du dernier match du Tournoi des Cinq Nations qui se jouait samedi au Parc des Princes. La France est assurée de terminer à la deuxième place derrière la Pays de Galles tandis que l'Angleterre qui ne compte que des défaites était condamnée à la dernière place.



Football : les résultats du samedi

Valenciennes b - Metz	3-0
Lyon b - Lille	3-0
Nantes b - Saint Etienne	3-0
Bastia b - Strasbourg	3-1
Sochaux b - Monaco	4-0
Nice b - Marseille	2-1
Bordeaux b - Paris Saint Germain	2-1
Nîmes b - Avignon	1-0
Troyes et Lens	1-1
Nancy b - Reims	3-1

- Patrick Beon a remporté le critérium national à Saint-Eloi les Mines.

- Rugby : L'équipe de France a remporté son dernier match. Elle a surclassé sans brio une faible équipe d'Angleterre, sur le score de 30 à 9. L'Ecosse a battu l'Irlande à Dublin 15 à 6.

Classement final du tournoi des Cinq Nations :

- 1- Galles : 8
- 2- France : 6
- 3- Ecosse : 4
- 4- Irlande : 2
- 5- Angleterre : 0

Liban

LES COMBATS ONT REPRIS

Les combats ont repris au Liban. Dans le secteur des hôtels à Beyrouth, et dans la région de la montagne ; entre les phalanges et le PPS (parti nationaliste de gauche, présent parmi les chrétiens) et entre les milices de Chamoun et celles de Joumblatt. La reprise des combats intervient après une situation très tendue. Frangé refuse de démissionner, soutenu par les Phalanges et le Parti National Libéral de Chamoun. Le commandant Ah-dab attend sa démission, soutenu par des formations d'extrême-droite et par la «gauche». L'armée arabe du Liban contrôle à présent tout le sud du Liban et la Saïka l'empêche de pénétrer à Beyrouth. Le rôle de la Syrie au Liban n'arrange point les choses. Au début du coup

d'Etat, elle avait une position d'attente. A présent, elle intervient, pose des conditions pour régler la situation. Elle accepterait de faire démissionner Frangé à condition d'avoir les mains libres et que les formations politiques se plient à sa volonté. Les partis de «gauche» (Joumblatt, P«C»L) reprochent à la Syrie d'être proche de la droite (Phalanges et Chamoun) mais en fait, il s'agit d'une question plus importante : la Syrie, par son intervention au Liban, cherche à contrôler la Résistance, la Saïka, pro-syrienne, cherche à avoir une position de force. C'est ce qui explique le malaise de plus en plus grand de la population, libanaise et palestinienne, vis-à-vis de la Syrie.

CHIRAC EN LYBIE

Chirac a fait l'événement à Tripoli, capitale de la Lybie : les rues étaient désertes lorsqu'il est arrivé. Au cours de ce voyage, il est accompagné par l'inévitable ministre du commerce extérieur qui fait partie de ses bagages comme de ceux de Giscard dans tous leurs voyages à l'étranger. A l'égard de la Lybie, ce sont des voyageurs de commerce louches : alors que des contrats imposants pour la fourniture à la Lybie d'usines, de complexes agricoles sont en cours de négociation, les achats de pétrole de la France à la Lybie sont passés de 17 millions de tonnes à 2 millions de tonnes. Cette chute vertigineuse des commandes françaises est

l'application de la politique de Kissinger à l'égard des pays de l'OPEP, qui consiste à réduire les commandes pour les obliger à réduire leurs prix.

Ainsi le gouvernement français donne au dialogue euro-arabe une interprétation particulière : soumettre les pays arabes aux mesures américaines contre les pays du Tiers Monde et leur vendre des marchandises européennes. La Lybie, comme la plupart des pays africains condamne sévèrement la colonisation de Djibouti et la sécession de Mayotte, organisée par Paris : la confiance qu'elle peut avoir dans les voyageurs de commerce français ne peut qu'être très relative, quand ils soumettent leurs marchés à ces basses manœuvres contre les pays du Tiers Monde, et que la prétendue amitié du gouvernement français pour les pays arabes, sert de masque à l'application de la politique des pays impérialistes à l'égard des pays producteurs de matières premières, politique largement décidée par Washington.

Le chah doit renoncer à ses projets de développement d'une industrie sidérurgique, affirment les milieux d'affaires de Téhéran. La politique américaine à l'égard des pays de l'OPEP qui a fait chuter leurs revenus pétroliers, a touché l'Iran particulièrement brutalement dans la mesure où son industrialisation s'accompagnait de la mise sur pied d'une armée les plus modernes et les plus féroces du monde.

MANIFESTATIONS ANTI-US A BANGKOK



Bangkok (Thaïlande) 21/3/76. De nouveau, les étudiants thaïlandais sont descendus dans la rue pour exiger le retrait des troupes US, dans un délai de quatre mois. La manifestation des étudiants s'est dirigée vers l'abassade US, et se sont violemment affrontés aux pro-Américains qui tentaient de la protéger. Sur la photo, un pro-Américain est expulsé d'un meeting des étudiants.

POLITIQUE

Meurthe et Moselle

DURIFI FI AU CONSEIL GÉNÉRAL

Ces dernières élections auront décidément été bien mouvementées.

POUR QUELQUES BULLETINS DE PLUS : PROMESSES RIDICULES ET COUPS BAS

Entre les deux tours, on avait déjà assisté à plusieurs épisodes comiques. Le candidat P«C»F de Pont-à-Mousson refusait de se désister en faveur de son frère ennemi, le candidat PS du coin ; tandis qu'à Longwy la section locale du PS n'appelait pas à voter pour le candidat de l'Union de la Gauche le mieux placé : un radical de gauche.

Le P«C»F présentait ses candidats comme «des travailleurs candidats des travailleurs», tel Brigidi, permanent depuis des années. Le député P«C»F de Moselle Depietri déclarait que s'il était élu, si la gauche l'emportait, il serait possible d'obtenir

l'arrêt des licenciements, la retraite à 60 ans, etc... Son adversaire, un Républicain Indépendant rétorquait que depuis des années que Depietri était député, rien n'a été fait dans la région pour les travailleurs, et qu'un siège de conseiller général ne changerait rien à l'histoire. Et l'autre de lui renvoyer la balle !...

APRÈS LES ÉLECTIONS : UN PARTAGE DU GÂTEAU BIEN DIFFICILE

Finalement, le score a été serré, 17 pour la gauche et 20 pour la majorité. Tout le pays haut est représenté par des conseillers généraux de gauche (6 PC et 1 RG). On y attend avec impatience tout ce que Depietri a promis d'obtenir !...

La première réunion du Conseil Régional a été l'occasion d'une véritable bataille de chiens pour quelques sièges. De ce meli-melo de pleurnicheries et de coups

as nous avons essayé de tirer un résumé.

Les 17 élus de la gauche avaient proposé aux 20 élus de la majorité une répartition des postes à la proportionnelle. Et c'est Tony Porcu, le play-boy permanent de la Fédération qui fit la proposition. Le responsable du groupe de la majorité l'envoya ballader et alors commencent les tractations, les marchandages pour quelques sièges. Porcu revint à la charge en demandant : 12 postes au total. Et il déclara : «*En contre partie, la gauche s'engage à voter sans défaillance en faveur de tous les candidats de la majorité*». La négociation semblait avoir abouti sauf que les candidats de la majorité faisaient effectivement le plein des voix, alors que la gauche passait tout juste. Le pauvre Porcu hurla que l'intergroupe de la majorité trichait, que c'était pas du jeu. Par la suite tout s'envenima, 7 postes sur 7 aux collectivités locales furent pris par la majorité et

celle-ci ne proposa en charité que 1 poste sur 7 pour la commission départementale. Rien n'allait plus et tous les élus de gauche démissionnèrent. C'était le dénouement de la farce et on en resta là.

Pendant que ces gens-là se proclament comme des représentants du peuple, jouaient à la guéguerre et se moquaient des travailleurs : dans les usines, on prenait en main les affaires sérieuses : la lutte contre le capitalisme en crise ; comme à Scholtès, Davum, Dumas, Glass, en lutte contre les classifications dans la métallurgie ; comme à Sotracomet où la lutte continue contre les licenciements, etc... Non, le sort de la classe ouvrière ne se joue pas dans ces assemblées bruyantes de bourgeois en mal de mandats.

INTERNATIONAL

PALESTINE OCCUPÉE

ISRAËL ÉBRANLÉ PAR LES SOULEVEMENTS POPULAIRES

«L'ambassadeur israélien a reçu des instructions pour participer aux débats du Conseil de Sécurité de l'ONU, a annoncé le porte-parole du gouvernement israélien, l'OLP ayant été précédemment invitée aux débats. Au mois de janvier, Israël avait refusé de participer aux débats du Conseil de Sécurité de l'ONU qui examinait les droits du peuple palestinien.

La réunion du Conseil de Sécurité devra examiner la situation en Cisjordanie, à la demande de 41 pays musulmans. Ils avaient demandé la convocation d'une session d'urgence à laquelle l'OLP serait invitée pour examiner cette question.

Le soulèvement populaire dure depuis le

15 janvier dans tous les territoires occupés et particulièrement en Cisjordanie.

La police a investi tout le quartier de Jérusalem-Est, installé des tireurs sur les toits, occupé tous les carrefours de la ville pour empêcher toute manifestation de Palestiniens. Trois villes sont soumises au couvre-feu, les arrestations, les matraquages sont quotidiens ; et d'après Ygal Allon «La convocation du Conseil est sans justification» (1). Les Israéliens pensent camoufler l'ampleur de leurs difficultés en niant la tension qui s'accroît dans toute la Palestine occupée. Mais ils sont obligés de modifier leur position à un mois de distance, devant la montée des luttes de masse.

Kaddoumi au Conseil de Sécurité en janvier 76 : «Nos droits nationaux sont inhérents à notre peuple»

A l'occasion de la dernière réunion du Conseil de sécurité de l'ONU traitant de la question palestinienne, Farouk Kaddoumi, représentant de l'OLP, avait entre autres fait les déclarations que nous publions ci-dessous. Si l'on peut s'interroger sur la validité de la création d'un «Etat palestinien indépendant» sur une partie de la terre palestinienne, tant que subsistera l'Etat d'Israël, on remarquera que le représentant de l'OLP, rejetant les précédentes déclarations de l'ONU qui prétendaient assurer «des frontières sûres et reconnues» à Israël, a souligné que l'objectif fondamental de son peuple restait la libération de toute sa patrie par la lutte armée, l'instauration d'un Etat démocratique sur cette terre.

Avec ou sans veto, il va de soi que nos droits nationaux en Palestine sont inhérents à notre peuple ; ils ne tirent leur validité ni de la reconnaissance par d'autres puissances, ni de résolutions quelconques. En outre, nos droits nationaux ne sont pas négociables. Et ce n'est pas le veto qu'émettra une puissance quelconque au Conseil de sécurité qui pourra empêcher leur réalisation.

Prélude à la grève générale du 30 mars :

LES LUTTES SE DÉVELOPPENT

Le 30 mars sera une journée de solidarité avec le peuple palestinien vivant sous l'occupation, celle de 48 ou de 67. Une grève générale illimitée sera déclenchée ce jour-là dans toute la Palestine par tous les Palestiniens. Depuis près de 4 mois, de ville en ville, puis les villages, d'une région à l'autre, le soulèvement a gagné en extension et en profondeur. Prétextant les moindres mesures de l'ennemi, les masses palestiniennes renforcent leur lutte.

D'autres villes et régions toutes entières sont mobilisées, bien au-delà de la Cisjordanie. (Haïfa, Tel Aviv, la région de Galilée et Gaza). Et c'est là que se situe l'importance de la journée du 30 mars.

toujours, ils suivent le mouvement des masses.

Une mobilisation de plus en plus importante se prépare pour la journée du 30 mars, journée de solidarité avec le peuple palestinien vivant sous l'occupation. Dans les capitales arabes, des grèves, manifestations et rassemblements sont déjà prévus. Des brochures en plusieurs langues seront imprimées. Et, au niveau des instances internationales, l'OLP a envoyé des télégrammes à ces instances pour les mobiliser sur cette question.

A Rafah, les forces sionistes d'occupation ont

de police, mais les voitures militaires qui arrivaient à la ville ont été arrêtées par la population qui barrait la route en brûlant à l'entrée des pneus de voiture. Les forces d'occupation n'ont pu parvenir à arrêter la manifestation. Elles envisagent d'amener

Le soulèvement en Palestine occupée prend de plus en plus d'ampleur. Plusieurs villes et villages ont participé ces derniers jours au soulèvement.

A Jérusalem, des manifestations violentes ont eu lieu, et la population a barré la route menant à la



Naplouze, les lycéens affrontent la police.

ville. Les forces sionistes sont intervenues et ont tiré le feu sur la population : 3 jeunes (de 11 à 18 ans) ont été touchés. D'autre part, les commerçants de la ville ont fermé leur magasin en signe de protestation. La radio israélienne a annoncé qu'une soixantaine de personnes ont été arrêtées rien qu'à Jérusalem, en une seule journée.

A Bethléem, les manifestations ont été réprimées par les forces d'occupation. Les manifestants ont riposté en lançant des pierres sur les sionistes. Le gouverneur militaire de la ville a été blessé.

A El-Khalil, les manifestations ont aussi été réprimées par les forces

encore plus de renforts militaires. D'autre part, deux voitures militaires israéliennes ont été détruites près de la ville par une équipe de la population.

A Ramallah, Birzet, Naplouze et Bireh, la situation est tendue.

La ville de Nazareth commence à participer au soulèvement. En milieu de semaine, une manifestation a eu lieu dans la ville. On se souvient qu'à Nazareth, un maire révisionniste, Tawfik Zayad est responsable de la ville. Il s'agit d'une preuve supplémentaire pour montrer que le soulèvement actuel en Palestine n'est pas organisé par les révisionnistes mais que, comme

décidé de détruire un camp de réfugiés, le camp de Barbara Sahia, comme elles l'ont fait précédemment dans la région de Blouk pour soi-disant mettre à la place un centre commercial.

OPÉRATION MILITAIRE

Les révolutionnaires palestiniens ont fait sauter la ligne de chemin de fer allant de Haïfa à Khadira, sur la côte en posant de la dynamite près d'une colonie sioniste, Zakhron Ya-coub.

Un train a dérapé et a été détruit, une large bande du chemin de fer a aussi été détruite, et un grand nombre de personnes sont tuées ou blessées.

Une fois de plus, notre peuple a rejeté la résolution 328 parce qu'elle n'avait pour intention que de parler des effets de l'agression de 1967 contre les Etats arabes. Elle ne parle en rien de nos droits aux Nations Unies ni de notre existence en Palestine avant 1967. En outre, cette résolution demande aux Etats arabes de reconnaître les frontières d'un Etat établi dans un pays qui, à l'origine et selon les principes du droit international, appartient au peuple palestinien. (...)

L'Organisation de Libération de la Palestine, au nom du peuple palestinien, a offert et continue d'offrir une solution à la question de Palestine. Cette solution démocratique assure à tous les Arabes et à tous les Juifs de

Palestine une existence pacifique et digne, et s'appuie sur l'acceptation sans réserve du principe de l'égalité entre les hommes.

L'Organisation de Libération de la Palestine, dans un programme de transition qui a précédé la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale, envisage un Etat palestinien indépendant en Palestine. Israël, aujourd'hui, s'efforçant une fois de plus de faire fi de la volonté de la communauté internationale et de tourner le sens de cette résolution, procède, toute honte bue, à des «élections» sous occupation militaire. Notre peuple, dans l'exil et sous l'occupation, a suffisamment montré que son objectif immédiat était l'établissement d'un Etat souverain indépendant sur notre sol national.

Ai-je besoin de vous assurer que l'aboutissement fructueux de la lutte palestinienne pour la libération nationale ne dépend pas entièrement du Conseil de sécurité ou des résolutions de l'Assemblée générale. Le Conseil aura peut-être encore l'occasion de se prononcer de façon plus affirmative et contraignante sur la question. A cet égard, l'OLP sera toujours prête à contribuer aux efforts de paix du Conseil, tout en poursuivant la lutte armée pour libérer la Palestine.

Extraits de la brochure : l'OLP à l'assemblée générale de l'ONU, publiée par le bureau d'information et de liaison de l'OLP en France.

La décision d'Israël d'aller à l'ONU

UN REVIREMENT TACTIQUE ?

Changeant d'attitude par rapport à la dernière réunion du Conseil de Sécurité consacrée au débat sur la question palestinienne, l'Etat israélien accepte, cette fois-ci, de siéger en présence de l'Organisation de Libération de la Palestine. Fait dont les responsables sionistes ont tenu eux-mêmes à limiter la portée de cette décision,

signalant notamment qu'ils avaient déjà siégé à maintes reprises dans ces conditions dans diverses instances de l'ONU : il ne faut donc pas s'attendre, de ce seul fait, à la reconnaissance de la représentativité de l'OLP de la part d'un Etat qui a fondé son existence même sur la négation du peuple palestinien.

Cependant, cette nouvelle position pose certaines questions : qu'est-ce qui a changé depuis le précédent refus israélien, et dans la situation politique, et dans la question dont le Conseil de Sécurité est saisi ?

D'une part, les manifestations populaires incessantes qui se développent en Palestine occupée sont venues poser avec force, devant l'opinion mondiale, la question de la nature de l'occupation sioniste, prouver aux yeux de tous que le peuple palestinien n'y était nullement résigné. Interpellée sur cette question, sur la répression sauvage qu'il déployait contre cette mobilisa-

tion populaire, Israël avait, cette fois, les plus grandes difficultés du monde à se dérober.

De plus, la question posée cette fois-ci n'est pas, comme la dernière fois, la question de principe des droits nationaux du peuple palestinien, sur laquelle le sionisme refuse toute discussion.

Cependant, même si le mouvement des masses palestiniennes opprimées reste le facteur fondamental de l'évolution, on ne peut oublier que, pour une part essentielle, la politique israélienne se décide à Washington. Le veto américain, à une motion pourtant douteuse, puisqu'elle tentait de mettre en place la «solution» de «l'Etat palestinien» coexistait avec Israël, avait pu surprendre à l'époque, étant donnée la nouvelle politique menée par Kissinger en direction des pays arabes, et qui a eu du côté égyptien, grâce à la déception profonde entraînée par «l'aide» soviétique, les succès que l'on sait.

Ne pouvait-il s'agir, à l'époque, de rassurer de par le monde des «alliés», ou plutôt des clients, que la reculade américaine en Angola devant les appétits soviétiques risquait d'inquiéter au point qu'ils se détournent de l'impérialisme US ? Et, particulièrement, vis-à-vis de la masse des

colons sionistes, ressentant confusément que l'existence même de leur Etat est une injustice fondamentale à l'égard du peuple palestinien, une menace pour tous leurs voisins arabes, et qu'à cette situation, leurs seules forces ne permettent pas d'assurer la continuité, ne s'agissait-il pas alors de réaffirmer le ferme soutien américain ? Rassurer pour mieux convaincre de poursuivre dans la tâche fixée par Washington à cette population, tel pouvait bien être le sens du vote américain au Conseil de Sécurité, qui faisait écrire à la presse américaine : «bonne stratégie, mauvaise tactique».

En ce cas, on pourrait imaginer que la nouvelle position israélienne correspond à une volonté des Etats Unis de renouer avec la «bonne stratégie», de trouver les moyens de reprendre la politique des «petits pas» qui vise à enchaîner les pays arabes à la politique américaine au Moyen Orient, à leur faire entériner un à un l'existence de l'Etat sioniste.

A cette politique, la mobilisation de toute la Palestine porteuse de promesses de nouveaux développements de la lutte armée de libération, est assurément la meilleure réponse.

Jean LERMET

21 MARS

POUR LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

PARIS : 5000 TRAVAILLEURS MANIFESTENT

10 H 30, place de la République. Une immense banderole rouge se déploie. «En avant vers le pouvoir des ouvriers et des paysans».

Dès le départ de cette manifestation appelée par le Parti Communiste Révolutionnaire et l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, c'est l'enthousiasme. Un enthousiasme ancré dans les luttes que mènent les travailleurs de notre pays. Un enthousiasme qui est celui des forces vives.

Derrière la délégation du Bureau Politique du Parti, dans les rangs de la fédération Nord-Pas de Calais du PCR (ml), un travailleur du bâtiment, porteur, à la fois par son expérience et par sa détermination, de l'espoir de notre peuple d'une autre société, où les exploités d'aujourd'hui seront les maîtres. «Aujourd'hui, c'est un beau jour. Regarde tous ces drapeaux rouges. Mais je ne peux pas m'empêcher de penser à mon copain mineur qui n'a pas pu

venir parce qu'il est malade, parce que les Houillères ont ruiné sa santé. Je sais qu'il est avec nous, parce qu'ils ont usé sa santé, mais pas sa volonté de les balayer».

La manifestation s'avance. «Marchons au pas, camarades, vers notre front. Range-toi dans le front de tous les ouvriers !» Les couplets de ce vieux chant ouvrier prennent valeur de symbole, s'adressant à tous les travailleurs, les appelant à rejoindre les rangs des vrais communistes. Toute la France est représentée : Rhône-Loire, Saône-et-Loire, Grenoble, Reims, Normandie, Franche-Comté, Ouest-Bretagne, Lorraine, région parisienne... Et derrière les fédérations et sections du PCR (ml), le cortège de l'UCJR, celui de la jeunesse en lutte, dont l'enthousiasme marque la manifestation. A quelque distance, défilait un cortège de l'Humanité Rouge, sur le même parcours, pour célébrer le 105^e anniver-

saire de la Commune.

Pour se diriger vers le cimetière du Père Lachaise, la manifestation s'engage dans les petites rues de ce quartier populaire. Les mots d'ordre prennent de l'ampleur : «Contre le chômage, contre la vie chère, unité populaire, offensive ouvrière». «Défendons nos droits, développons nos luttes !»

Les fenêtres s'ouvrent, sur les trottoirs, on s'arrête, on sort des cafés. Par sa belle tenue, par son enthousiasme, la manifestation attire la sympathie : «C'est une belle manifestation, je suis heureuse de la voir. A vous voir, on comprend que les révolutionnaires, ce n'est pas ce qu'on veut nous faire croire. Et il y en a de toute la France !». Visiblement, cette femme de soixante ans a le cœur réchauffé. Les banderoles sont détaillées, les mots d'ordre commentés : «Vous êtes révolutionnaires. Quand je pense à tout ce que j'ai connu, je me dis que vous avez peut-être raison. J'étais sur les barricades dans cette rue, à la Libération ! Et qu'est-ce qu'on a gagné, depuis ? J'ai élevé cinq enfants, avec mon salaire de métallo, les aînés

ne trouvent pas de travail ! Ça ne peut plus durer longtemps comme ça».

Les travailleurs qui défilent, ce sont ceux qui se battent : Bourgogne Electronique, en grève depuis deux semaines, les foyers Sonacotra, représentés par une délé-

gation de Dammarie les Lys...

Les mots d'ordre sont brûlants de l'actualité des luttes populaires, de la répression de la bourgeoisie : «Ponia, assassin, ouvriers-paysans, solidarité !»

«Giscard, Mitterrand, c'est le capitalisme, ce qu'il nous faut, c'est le

socialisme, le pouvoir des ouvriers et des paysans !»

Cela, la manifestation a su le montrer. En témoigne cette réflexion d'une ouvrière de Mémilmontant : «Quand je pense qu'on pourrait avoir une société où on serait heureux, et qu'aujourd'hui, c'est le chômage, ce sont les paysans chassés de leurs terres. Ce sont les ouvriers, les gens du peuple qui font les richesses du pays. Ce devrait être à nous de décider !» La gauche ? Beaucoup ont voté pour elle : «De toutes façons, on a rien à perdre». Mais sans grande illusion.

Arrivée devant le Père Lachaise, la manifestation, qui s'est renforcée durant son parcours, forte de plusieurs milliers de travailleurs, s'arrête. L'internationale s'élève.

Les visages reflètent la détermination, la volonté de lutter, de vaincre. Une délégation du Parti Communiste Révolutionnaire, conduite par son président va déposer une gerbe à la mémoire des Communsards de 1871. C'est leur combat que nous mènerons jusqu'au bout.



Nous publierons demain
le compte rendu du
Rassemblement Communiste
à la Mutualité

LA VIE DU PARTI

SUCCES DE LA REUNION DES CELLULES ET DES CERCLES D'ENTREPRISE DU PCR

A Paris, s'est tenue une Réunion Nationale des Cellules et Cercles d'Entreprises du PCRml. Une centaine d'entreprise y étaient représentées, parmi lesquelles de nombreuses usines en lutte : Bourgogne-électronique, SNAV, Rhône-Poulenc, Saviem, Cit-Alcatel, Soma... Des travailleurs des PTT, des hôpitaux, de nombreuses délégations de la Métallurgie et de la Sidérurgie ont également participé activement aux travaux : S.M.N., Delatre, C.F.E.M.-Fos, Usinor, Sacilor-Micheville, CGEE, Brandt... Un certain nombre de camarades, membres de Cercles de sympathisants, de camarades proches du Parti avaient tenu à contribuer au succès de cette importante réunion, marquant leur confiance politique et leur volonté de contribuer à l'édification du Parti.

Dans l'intervention d'ouverture, prononcée au nom du Bureau Politique et du Comité Central, les buts de la réunion furent soulignés de la sorte :

«Contribuer à développer l'analyse politique de la situation, de la manière dont les travailleurs s'opposent à la politique de crise de l'impérialisme français». Par ailleurs, la réunion se fixait pour but d'analyser les problèmes qui se posent pour l'édification et le développement des cellules d'entreprises, qui est un des objectifs centraux de notre Parti et fonde notamment son caractère prolétarien».

LES TRAVAUX DE COMMISSIONS :

Ensuite, les camarades se répartirent en commissions

sur les thèmes suivants : «caractérisation des luttes actuelles, et la tactique du Parti et des syndicats ; la question de la répression ; la bataille politique dans la CGT et la CFDT ; l'unité populaire contre la crise...»

Ces points avaient été préparés dans les cellules et souvent dans de larges réunions de travailleurs autour du Parti, sur la base d'un questionnaire d'enquête politique, adapté à la détermination de la situation actuelle.

GAGNER DANS LES LUTTES L'AUTONOMIE OUVRIÈRE CONTRE LE RÉVISIONNISME :

De plus en plus on assiste à un rejet important du chanta-

ge à la crise, marqué par le développement de luttes sur les salaires, unies sur les 2 000 F minimum et les 300 F pour tous, l'exigence de la 5^e semaine de congés... Mais un aspect essentiel également du développement de la conscience politique, c'est les luttes «pour le respect de l'ouvrier» contre l'encadrement répressif et le contrôle «médical» policier...

Particulièrement significative est apparue la volonté des travailleurs de gagner leur autonomie politique contre le révisionnisme et de prendre eux-mêmes en main leurs luttes ; tout en soulignant la nécessité de lutter contre certains aspects «apolitiques» ou anti-syndicaux qui peuvent venir dévier cette avancée dans certains secteurs (l'exemple de Thermor a été abordé à cette occasion...)

ÉCHEC A LA RÉPRESSION

Il y eut également un important débat sur la répression et le problème de la violence. Au centre des préoccupations : la question de l'occupation ! L'assassinat de Montredon est apparu comme révoltant et suscité d'importantes réactions dans le secteur des postes par exemple, où beaucoup de travail-

leurs sont originaires du Midi, de la campagne... En même temps, une volonté de riposte du tac au tac contre toute menace apparaît clairement : comme à la Zénith contre les licenciements, aux PTT contre des sanctions...

Le caractère révolutionnaire ou non de la violence, le «moment» de son utilisation... autant de questions débattues.

CONSTRUIRE L'UNITÉ POPULAIRE CONTRE LA CRISE...

Quant au développement du soutien aux luttes, il est nettement apparu comme lié à la qualité politique ou la popularisation : les travailleurs soutiennent d'autant que les enjeux sont clairs, les appels généraux, comme en toute chose, ne suffisent pas...

La base de cette unité autour de la classe ouvrière est à construire dans la bataille politique sur l'explication de la crise.

LE TRAVAIL RÉVOLUTIONNAIRE DANS LES SYNDICATS

Quant au travail dans les syndicats, il devait être évoqué sous divers aspects : un

premier bilan de la diffusion de la lettre du Comité Central à E. Maire et à la CE-CFDT montra ainsi que là où sa diffusion large avait été prise en main, les réformistes étaient conduits à se replier sur des calomnies («Vous êtes anti-syndicaux») ou une bataille d'appareil pour évincer des camarades, et à fuir le terrain de l'affrontement de ligne qu'une meilleure prise en charge de cette Lettre Ouverte devrait imposer encore plus nettement.

L'examen de la pratique et des interpellations des travailleurs sur notre présence dans les syndicats et la ligne que nous y suivions, («Vous êtes contre le Programme Commun, que faites-vous à la CGT ?», «Vous n'êtes pas partisan de l'autogestion, que faites-vous à la CFDT ?»), permit de déceler à la fois une offensive réactionnaire des forces de la «gauche» (P.C.F., CERES, PS) contre le Parti et certains syndicalistes combattifs, tant à la CFDT qu'à la CGT... et un regain d'anti-syndicalisme.

Les camarades s'attachèrent à démontrer que l'expérience prouvait largement la possibilité et la nécessité

actuelles de militer dans les syndicats et d'y faire triompher une ligne, une pratique révolutionnaires.

La réunion s'est achevée par une Assemblée militante, enthousiaste au cours de laquelle les camarades devaient souligner l'importance de l'unification politique entre membres du Parti et sympathisants dans cette réunion, particulièrement sur la base de la contribution d'un sympathisant ouvrier de la Métallurgie parisienne, montrant l'enjeu de l'avancée de la construction du Parti de type nouveau dans ses relations avec la classe ouvrière, tandis qu'un camarade de Grenoble insistait sur la nécessité de faire connaître notre ligne comme condition de l'enrichissement de l'enquête politique et de la mobilisation de la classe ouvrière.

Un camarade de la direction politique du Parti devait au nom du Bureau Politique et du Comité Central, conclure cette réunion largement positive la situant comme temps fort, mais première étape encore, pour une centralisation d'éléments d'enquête politique dans la classe ouvrière. C'est dans le cadre organisé du Parti qu'il appelait tous les camarades à poursuivre cette importante tâche.

Rassemblement Communiste du 21 mars 1976

INTERVENTION CENTRALE

Prononcée par Max Cluzot, secrétaire politique du
Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

(extraits)

Camarades,

Si nous voulons y voir clair, préparer l'avenir, il faut partir de la réalité. Et la réalité de ce pays aujourd'hui, c'est d'abord ce que vivent et pensent des millions d'ouvriers, de travailleurs, de paysans, de jeunes, ce sont les luttes qu'ils engagent, leurs exigences immédiates, leur révolte, leurs questions, leurs espoirs et leurs aspirations les plus profondes.

Cette France des luttes, et du combat révolutionnaire, c'est elle qui a pu se rassembler aujourd'hui et prendre, avec vous la parole. Et ce qui frappe, ce qui nous enthousiasme, ce n'est pas seulement la diversité des régions, des secteurs de production, des couches de la classe ouvrière, des fronts de lutte qui cherchent à surmonter les obstacles, à construire leur unité, c'est aussi, en profondeur, une énergie nouvelle, pour se débarrasser des idées de soumission, de capitulation et affirmer, dans les luttes, au-delà des revendications, un point de vue de classe offensif qui remet en cause le système capitaliste lui-même.

UNE CRISE QUI N'A RIEN DE CONJONCTUREL

C'est que, depuis plus de deux ans que la bourgeoisie a dû, elle-même nous parler de crise, nous avons pu, par notre propre expérience mesurer l'ampleur de cette crise, commencer à en appréhender les fondements, la signification historiques.

Au début, tout le mal venait du pétrole.

Mais cette explication n'a pas pu faire longtemps illusion.

Alors les «experts» sont passés à des analyses plus vastes. Des débats ont été organisés et largement diffusés où des spécialistes s'interrogeaient : le monde occidental dans son ensemble, n'allait-il pas bientôt sombrer dans une catastrophe économique comparable à celle de 1929, et sans doute pire ? Ne fallait-il pas prendre les mesures les plus draconiennes pour restreindre la consommation, bloquer les salaires, réduire le rythme de production et passer à la croissance zéro ?

Pourtant aujourd'hui, une reprise de l'économie est amorcée aux États Unis et surtout en Allemagne Fédérale.

Mais ici, en France, Fourcade, en truquant les chiffres, a beau se vanter, le 31 décembre, d'avoir soi-disant réduit à 10 % la hausse des prix. Elle se poursuit. Et la dévalorisation déguisée qu'il vient d'opérer, ne pourra que l'accélérer. Chaque mois, on nous annonce, qu'une tendance se dessine vers la réduction du nombre des chômeurs. Mais, au bout du compte, la masse des chômeurs, jeunes et vieux, n'a cessé d'augmenter. Elle englobe maintenant un million et demi au moins de travailleurs.

On nous parle du bout du tunnel. Mais pour qui ? Les économistes les plus francs avancent que, de toute façon, même si l'on sortait de cette période de récession, il ne faudrait pas s'attendre à ce que baisse sensiblement ou rapidement le nombre des chômeurs.

A vrai dire, ce que nous avons appris, c'est que cette crise n'avait rien de conjoncturel, de passager. C'est le mouvement historique, irréversible à terme, des pays et peuples du Tiers Monde, qui se dressent pour s'opposer et mettre fin au pillage par l'impérialisme de toutes leurs ressources, et pas seulement du pétrole, qui tendent à

former un front commun pour se libérer de l'exploitation impérialiste et développer, de façon indépendante, leurs économies.

Ce que nous avons appris, c'est que cette crise s'étendait bien à l'ensemble du monde capitaliste, mais qu'elle ne pouvait, dans ces conditions, se réduire à un blocage, même très grave, des mécanismes de l'économie capitaliste. Elle met en jeu l'un des fondements mêmes de l'impérialisme : la possibilité, pour les métropoles, d'exploiter et de piller les peuples du monde. Dès lors, que la survie même de l'impérialisme est en question, la bataille, par tous les moyens, devient acharnée et l'inégalité de développement entre les impérialismes s'accroît, les rapports de force, dans tous les domaines s'affirment avec brutalité.

LES RECULES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Or, dans le cours de cette aggravation de la crise générale de l'impérialisme, l'impérialisme français se trouve ne position particulièrement difficile. C'est bien là l'un des fondements mêmes de sa crise actuelle.

Seules les deux superpuissances, les États Unis et l'Union Soviétique, disposent d'un potentiel militaire et économique, et de sphères d'influences assez étendues pour prétendre assurer encore, à moyen terme, leur système d'exploitation et d'oppression des pays dominés.

La bourgeoisie française elle, manœuvre en recul.

En Afrique, que reste-t-il de l'Empire Colonial ? Le système néo-colonial, lui-même, qui visait à en prendre le relais, se disloque irrémédiablement, sous la poussée des pays qui veulent leur indépendance, et aussi de l'intervention de plus en plus pressante des deux superpuissances.

L'impérialisme français se révèle incapable même de conserver les points d'appui stratégiques, où il concentrait ses troupes d'intervention : cette année, il a dû reconnaître l'indépendance du peuple comorien et il essaie désespérément de garder sous sa coupe l'une des îles de l'archipel. Cette année encore, face à la lutte résolue du peuple de la Côte d'Ivoire et du Somalie, il a été contraint de faire volte-face et de promettre l'indépendance à ce pays.

En Europe, face à la formidable pression militaire soviétique, l'impérialisme français n'est plus en mesure d'espérer développer une force de défense vraiment indépendante et, de plus en plus, est amené à s'insérer dans le système américain, à réintégrer, subrepticement, l'Alliance Atlantique. Il s'aligne, en ce sens, progressivement sur les autres pays européens. Or la «protection» militaire, au fur et à mesure qu'elle paraît plus nécessaire, se paie très cher.

On a vu ainsi sombrer, un à un, les grands projets qui, selon De Gaulle, devaient assurer au capitalisme français son indépendance et sa place sur le marché mondial.

Il n'y a pas si longtemps Giscard entretenait encore l'illusion que la construction d'une Union Européenne

était en bonne voie et que la bourgeoisie française pouvait y prétendre à un rôle de premier plan, aux côtés de la bourgeoisie allemande. Aujourd'hui, chaque jour, apporte la preuve que l'Europe se disloque, chaque pays cherchant à faire retomber sur l'autre les conséquences de la crise, et finalement, le plus puissant, l'impérialisme allemand imposant, à l'abri du protecteur américain, sa loi. C'est bien ce qui se transcrit aujourd'hui, au grand jour, dans la débâcle monétaire actuelle.

Qu'est devenue l'Europe occidentale dans la crise ? Un enjeu décisif, à long terme, que se disputent les deux superpuissances. L'Amérique y fait jouer à plein la division, pour mieux régner. Monnayant sa protection militaire face au social-impérialisme, elle vise à s'assurer le monopole de technologie la plus avancée et à englober, ainsi, sous sa dépendance, l'essentiel de l'industrie européenne. Que Washington considère l'Europe comme son domaine et s'y arroge le droit d'y intervenir, au cas où dans l'un de ces pays, y compris la France, des changements politiques, contraires à ses visées, s'y produiraient, il n'y a là aucun doute : Ford, Kissinger et à leur suite des généraux et des diplomates US ne cessant de le répéter depuis plusieurs jours, ouvertement. Et le gouvernement de Giscard laisse dire, sans élever la moindre protestation !

Mais pour autant, la résistance de la bourgeoisie française aux très lourdes pressions, en premier lieu militaires du social-impérialisme russe, n'est pas si certaine. Giscard est allé à Helsinki reconnaître que non seulement les États Unis mais aussi, maintenant l'Union Soviétique, avaient droit de regard sur l'Europe, que, finalement, rien d'important ne pouvait se faire sans leur accord. Lors de son dernier voyage à Moscou, Giscard s'est laissé infliger une humiliation diplomatique sans précédent. On a tout simplement, pendant plusieurs jours, refusé de le recevoir. Il s'agissait pour Brejnev, de le contraindre à renoncer, en matière de défense, à la politique d'indépendance suivie par de Gaulle face au chantage nucléaire russe et américain. Et c'est finalement Giscard qui a cédé. La France s'est engagée à entrer dans le jeu de ces conférences par lesquelles Moscou et Washington prétendent parvenir à se réserver le monopole de fait des armes nucléaires et à contrôler ou à en interdire leur fabrication dans le reste du monde.

La presse a camouflé, autant que possible, la gravité de cette reculade, les lourdes menaces qu'elle fait peser sur l'avenir. Car qui peut croire encore à la perspective de la «détente» entre les deux superpuissances ? Qui ne voit pas que, derrière leurs phrases sur la limitation des armements, l'une et l'autre, et notamment l'URSS, renforcent à outrance, leur potentiel militaire d'oppression ? Qui ne voit pas que leur rivalité s'étend et s'exacerbe, dans toutes les régions du monde. L'URSS fait débarquer des troupes cubaines en Afrique et alimente leur intervention.

Les USA ont pris position sur le canal de Suez. Chacun essaie de consolider, d'étendre ou de reconquérir ses zones d'influence, chacun multiplie et perfectionne son réseau de bases militaires sur tout le globe. Comment peut-on envisager, de Washington ou de Moscou, à terme, l'issue de cette rivalité effrénée, pour la domination du monde sinon par le déclenchement d'une troisième guerre mondiale ?

RESTRUCTURATION ET RENFORCEMENT DE L'EXPLOITATION

Incertaine de l'avenir, contrainte, de reculer en recul, à réviser ses positions, face au Tiers Monde, préférant se démettre et se soumettre devant les exigences des superpuissances, la bourgeoisie française cherche à trouver, dans sa métropole, par la restructuration de son économie et le renforcement de l'exploitation, les moyens de faire face.

Cela signifie, et pour une période indéterminée, une série de bouleversements considérables, de choix précipités, qui secouent l'économie de ce pays et dont les conséquences retombent, en premier lieu, sur la classe ouvrière. Des secteurs entiers d'industrie, jugés non rentables dans le cadre de la concurrence internationale, décident de licencier massivement, de se concentrer sur les productions les plus compétitives et, bien souvent, dans le même temps, de transplanter à l'étranger les usines qu'ils ferment ici.

Dans le même temps, partout où la production se poursuit, c'est la rentabilité maximum qui est exigée : intransigeance patronale contre toute revendication de salaire et accélération des cadences.

Au-delà de la classe ouvrière, principale victime, la bourgeoisie est amenée à s'attaquer également aux moyens d'existence ou de survie, qu'elle était, jusque là, en mesure d'assurer à des couches intermédiaires ou petites bourgeoises, pour se les rallier politiquement. Elle oppose maintenant, au nom du Marché Commun, un refus catégorique aux revendications des petits paysans : elle y répond seulement par la matraque et le fusil.

UN ECHEC AVOUÉ

Mais pour mener cette politique de crise, la bourgeoisie se heurte à un obstacle qui lui sera, en définitive, impossible de surmonter : c'est la classe ouvrière de France.

Car cette politique de crise, la bourgeoisie se trouve mise en demeure de l'imposer, au moment même où les masses ont commencé à faire très largement l'expérience de la faillite des promesses de bien-être, de justice sociale, de promotion et de bonheur individuel, qui, des années durant, depuis la Libération, ont été présentés, à la classe ouvrière comme la récompense assurée de la collaboration de classe.

A présent, la bourgeoisie avoue explicitement son échec. Finies les perspectives d'expansion continue, de prospérité pour tous et de société post-industrielle d'abondance.

La faillite des promesses du passé, l'incapacité, aujourd'hui à définir un avenir amène la classe ouvrière à contester le rôle dirigeant de la bourgeoisie, les bases mêmes de son pouvoir.

Dans les luttes contre les licenciements, les fermetures d'usines, les ouvriers, au-delà du droit à l'emploi, posent la question de l'organisation même de la production.

à suivre

LA VIE DU JOURNAL

Bravo pour le Quotidien du Peuple (n° 135)

L'article : «Ce qu'on fait manger aux Français». Dimanche, nous en parlions avec des camarades. Nous disions que cette page était très intéressante, lue attentivement, essentiellement positive. Mais nous notions une insuffisance : le point de vue des masses n'apparaît pas assez. Le chapeau de l'article affirmait la nécessité de témoignages des travailleurs mais l'article ne répondait pas à cette affirmation. Nous avons envoyé au journal quelques articles, témoignages et on ne les retrouvait pas. Alors, la page d'aujourd'hui «débat» répond vraiment à nos questions, nos critiques.

Les pages «luttas ouvrières» sont vivantes, il y a beaucoup de correspondances locales. Elles abordent des sujets importants, notamment les classifications.

Les articles sur la tempête en Atlantique sont très bons : ils n'affirment pas dès la première phrase «c'est le capitalisme qui est responsable» mais le cheminement qui est suivi est convainquant, pas dogmatique.

Je pense que c'est une bonne idée de présenter les nouvelles brèves comme elles le sont dans ce numéro. Car depuis quelques temps, dans le QdP, les «brèves» étaient bien longues !

De même, les articles ne sont pas trop longs. C'est important, beaucoup de travailleurs le disent. L'autre jour, une femme disait «j'aimerais bien qu'à la fin des pages, il y ait des petites nouvelles faciles à lire, sinon quand on a fini une grande page, on a du mal d'en reprendre une».

L'article sur le Sahara est aussi bon que les précédents : vivant, le peuple y est présent ; on entend des chants, les témoignages, on le voit. Les détails précis permettent de recréer l'atmosphère et de se sentir plus proche du peuple de la nouvelle République arabe. Il y a certainement des choses à critiquer dans ce numéro, mais il m'est apparu essentiellement positif.

RÉUNION DE LECTEURS D'UN GRAND MAGASIN DE PARIS

Camarades,

Voici le compte-rendu d'une réunion de lecteurs du Quotidien du Peuple d'un grand magasin de Paris qui a eu lieu le 12 mars.

- Sur la série d'articles «Ce qu'on fait manger aux Français». Série d'articles très intéressants mais manquant de perspectives. Le fait de constater et dénoncer la dégradation de l'alimentation est une bonne chose, mais ce qui manque un peu dans cette série, c'est les moyens à prendre pour les combattre et pour s'en sortir. Ce qu'il serait intéressant de faire, c'est, là où c'est possible, des collectifs de maraîchers, d'éleveurs, de consommateurs qui interviendraient sur les marchés. Ce serait associer les producteurs qui ne cherchent pas le profit dans la rentabilité, mais à servir les consommateurs, avec les ménagères pour lutter contre cette détérioration.

Sur les articles : «indemnisation des chômeurs» etc ; c'est pour nous travailleurs, une arme de réflexion et de contact avec nos camarades de travail. C'est une rubrique à développer car elle permet un rapprochement beaucoup plus facile avec les collègues qui ne connaissent pas le journal.

- Sur les «luttas ouvrières» :

bonne information qui sert à apporter des bases de discussion sur les luttes en cours et sur les thèmes de mobilisation. C'est aussi un moyen d'impulser un courant de lutte en rejoignant les revendications avancées avec les besoins et les aspirations de nos camarades de travail. C'est aussi le moyen de ne pas isoler une lutte et d'élargir l'information que la bourgeoisie se garde bien de transmettre. Pour les flashs, c'est très bon. A développer les colonnes «en bref».

Le regret que nous formulons, c'est qu'aucune synthèse des revendications, des luttes, des aspirations des travailleurs ne se fasse jour dans ces pages «luttas ouvrières».

Ce type d'intervention de la rédaction pourrait permettre au lecteur d'avoir un point de vue beaucoup plus clair sur les mouvements de lutte en France, sur le type des revendications exprimées le plus largement, sur les moyens de lutter, sur une perspective générale de combat de la classe ouvrière.

Il serait intéressant que lors d'un compte-rendu de lutte, on voie apparaître une analyse de son déroulement, les acquis et les erreurs, les formes d'actions entreprises, etc...

- Sur le plan politique. Ces articles sont à conserver et

intensifier ; cela permet d'avoir des thèmes de discussion sur les problèmes politiques actuels. Cela permet d'avoir des arguments pour contrer les attitudes des révisionnistes et aussi des réformistes dans les syndicats. (Ex. Les articles sur la dictature du prolétariat «mis en images» par les exemples de la République Populaire de Chine et d'Albanie).

- Sur l'internationale, ces textes permettent de s'informer plus correctement sur les luttes dans les pays étrangers.

C'est aussi un bon moyen pour contacter nos camarades de travail immigrés en leur faisant lire ou expliquer les articles sur ce qui se passe dans leur pays (c'est le cas pour un camarade sénégalais et un camarade espagnol). A continuer donc.

Voilà, les quelques réflexions que nous avons tirées de cette première réunion de lecteurs.

Nous avons l'intention d'en faire d'autres, de vous envoyer des suggestions sur le journal, d'étendre à d'autres lecteurs de boîtes voisines cette réflexion et provoquer une réunion de lecteurs du QdP sur le quartier.

Salutations fraternelles
Des lecteurs d'un grand magasin de Paris

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



18 mars 1871
Paris insurge...

ET CE FUT
LA COMMUNE

N° 5 - Nouvelle série
MARS 76 - 5 F

EST PARU

PASSEZ VOS COMMANDES...

à Front Rouge
BP 68
75 019 PARIS
CCP 31 191 14 La Source

LE COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE DE MONTCEAU NOUS ÉCRIT

C'est un important travail d'enquête sur Montceau, au cours duquel de nombreux témoignages de familles touchées par le chômage ont été recueillis qui a permis la constitution d'un Comité de Lutte Contre le Chômage regroupant des chômeurs, des travailleurs actifs, des mères de famille, des jeunes. Nous avons bientôt ressenti la nécessité de nous implanter sur un quartier et d'y mener des actions concrètes de lutte en partant des besoins des gens.

Or l'enquête nous a permis de nous rendre compte que les problèmes majeurs des locataires de la ZUP Le Plessis étaient centrés sur les questions de l'eau chaude qui coule froide pendant de longues minutes, de la hausse des charges et des notes excessives du chauffage. Il est inadmissible que dans une telle période, on nous augmente les charges et le chauffage. En effet, quelle famille de la ZUP n'est pas touchée directement ou indirectement par le chômage ? Une lutte contre cette augmentation va dans le même sens que par exemple une lutte contre les licenciements : faire

reculer la bourgeoisie sur sa politique actuelle. Nous avons donc donné toutes ces explications dans un tract qui fut diffusé sur la ZUP (et à la sortie de la maternelle où les mères de famille viennent chercher leurs enfants), appelant à une réunion publique qui rassembla une quinzaine de locataires (dont certains membres de l'Amicale des locataires que le CLCC avait contactée).

Au cours de cette réunion, deux points essentiels ont été abordés : les problèmes propres à la ZUP et la question du soutien du CLCC à la lutte des travailleurs de Michelin qui ont organisé des débrayages ces derniers jours dans leur usine.

A propos des problèmes propres à la ZUP, il a été décidé d'élaborer une pétition destinée à mobiliser un plus grand nombre de locataires car seule une action massive pourra être capable de faire pression sur l'Office des HLM. Dans cette pétition nous refusons l'augmentation des charges, nous exigeons que le chauffage soit détaxé de la TVA que son prix ne soit plus

calculé sur celui de la thermifuel calculée à Paris (alors que nous sommes chauffés au charbon par la centrale !), que les tuyaux d'eau chaude soient calorifugés sans frais supplémentaires pour les locataires.

Nous envisageons également une action de sensibilisation : tenue d'un stand sur le parking du centre de la ZUP un samedi après-midi.

D'autre part, nous décidons de populariser la lutte des travailleurs de chez Michelin (dont beaucoup habitent la ZUP) en faisant passer un communiqué du CLCC à la presse et en plaçant des affiches à l'entrée des immeubles.

**POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE
ACHETEZ-LE
TOUS LES JOURS
AU MÊME KIOSQUE**



TELEPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
208-65-61 PARIS de 9 H à 17 H

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

BLOC-NOTES

Santé

LA VACCINATION

Le BCG, le vaccin anti-variologique, et les vaccins non-obligatoires

Parmi les vaccinations obligatoires en France, restent celles contre la variole et la tuberculose.

LEVACCIN ANTI-VARIOLIQUE

Maladie disparue dans les pays où la vaccination a été appliquée largement, la variole sévit encore en Inde, au Pakistan, en Ethiopie. Par les voyages en avion, la variole peut être «importée» dans n'importe quel pays d'où l'intérêt d'être vacciné. Ceci en respectant les contre-indications : ne pas se faire vacciner en cas d'eczéma ce qui généraliserait une éruption vaccinale sur tout le corps, ne pas vacciner les enfants avant l'âge de deux ans pour éviter les risques d'encéphalite, ne pas vacciner les enfants grippés ou fébriles pour les mêmes raisons.

LEBCG

Grâce au BCG (vaccin contre la tuberculose, créé par Calmette et Guérin), mais aussi grâce aux antibiotiques et à l'amélioration des conditions de vie, la tuberculose a considérablement régressé. L'intérêt du BCG n'est pas à nier chez les enfants, les professions exposées à la maladie de par leurs conditions de vie et de travail pénibles (ouvriers du bâtiment, mineurs, travailleurs hospitaliers...).

Ce qui est important, c'est de faire faire le vaccin BCG par un médecin expérimenté, c'est-à-dire, le plus souvent, un médecin de dispensaire de vaccination, ceci pour éviter les complications en cas de vaccin mal fait : l'injection doit se faire dans la couche superficielle de la peau et non sous la peau, ce qui nécessite une habitude des piqûres intra-dermiques.

LES VACCINS NON OBLIGATOIRES

Ces vaccins contre la polio, le tétanos, la diphtérie sont obligatoires et souvent associés ensemble ou séparément au vaccin anti-coquelucheux (non obligatoire). Si la coqueluche fait encore des morts en France, 35 en 1973 dont 75 % avaient moins d'un an, le vaccin donne plus souvent que les autres une fièvre,

parfois des convulsions, plus exceptionnellement une encéphalite. Le vaccin qui associe les quatre (tétracoq) doit être refusé car les risques de convulsion sont plus grands. Il est préférable d'utiliser le DTCOq dans un premier temps, puis de vacciner ensuite contre la polio. Lorsqu'on utilise le vaccin anti-coquelucheux, il faut être sûr que l'enfant est en parfaite santé et lui donner de manière préventive un traitement contre la fièvre (genre de suppositoire de Prénoxan qui contiennent de l'aspirine, du gardénal à faible dose), cela évitera les convulsions.

Le vaccin contre la rougeole qui protège le petit enfant est controversé : la durée de la protection qu'il confère est inconnue (recul insuffisant) et la possibilité de faire une rougeole beaucoup plus grave à l'âge adulte n'est pas écartée.

Le vaccin contre la typhoïde, maladie devenue très rare n'est obligatoire que pour les professions exposées (hospitaliers, cuisiniers) et ne doit pas être étendu vu les complications qu'il entraîne (fatigue, fièvre).

Docteur QdP

UN NOUVEAU DECRET CONTRE LES IMMIGRÉS

Je vous envoie cette lettre concernant un décret dont nous avons pris connaissance, lors d'une coordination de Comités de Lutte Contre le Chômage de Lyon.

Ce décret du 15/1/76 nous semble pouvoir faire l'objet d'un article du Quotidien car :

- très peu de gens semblent au courant de son existence ;
- il s'agit d'un coup important porté aux travailleurs immigrés, qui vise à faire payer la crise et en particulier le chômage en expulsant certains d'entre eux.

Ce décret comporte un aspect positif par l'annulation d'un décret précédent qui fixait à 35 ans l'âge limite de l'entrée en France pour les étrangers. Mais cette mesure positive semble être là pour en cacher une plus grave.

Pourront être privés de leur carte de résident les immigrés sans emploi ni ressources régulières depuis plus de six mois. Qu'est-ce que cela signifie ? Les travailleurs sans emploi sont, soit inscrits à l'ANPE, soit ne le sont pas. Tous ceux qui ne le sont pas

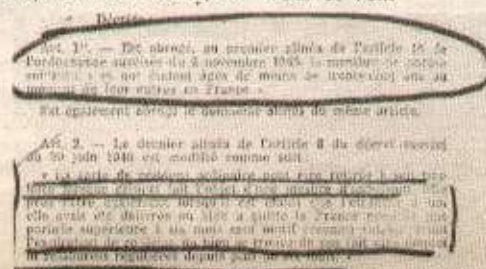
(soit qu'ils ne connaissent pas son existence ou qu'il l'aient négligée...) tombent immédiatement sous le coup de cette mesure.

De plus, parmi ceux qui sont inscrits à l'ANPE, nombreux sont ceux qui ne touchent pas d'indemnité (soit qu'ils n'aient pas travaillé le temps nécessaire, ou qu'ils n'aient pas pointé régulièrement) ou bien, comme cela est fréquent, de l'avis d'un camarade de l'ANPE, parce qu'ils ont quitté leur travail (suite à des pressions diverses) et n'ont pas été licenciés.

Tous ceux-là risquent l'expulsion.

C'est donc finalement un nombre important de travailleurs qui risquent de faire les frais de cette mesure, la bourgeoisie tentant par cette manœuvre de faire baisser le nombre de chômeurs en France.

Il est donc important de dénoncer ce décret de MM. Chirac, Poniatsowski, Lecanuet, Sauvagnargues, Durafour et Veil.



TÉLÉVISION

LUNDI 22 MARS

TF1

18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors raconte
20 h 00 - L'avenir du futur Charly, film américain de R. Nelson (1968)
Débat : les hommes de l'an 2000 seront-ils des surdoués ?
23 h 10 - Journal

A2

18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes, jeu de P. Bellemare, J.P. Rouland
21 h 45 - La mort en silence, document
22 h 30 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Prestige du cinéma : Un cave, film de G. Grangier (1972), avec C. Brasseur.
22 h 00 - Journal

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Au début de septembre 1936, la première Armée rouge de campagne se met en mouvement vers le sud pour établir le contact avec les 2^e et 4^e Armées de campagne venant du Ssetch'oan, sous la conduite de Chou Teh.

49^e épisode

AU SUJET DE CHOU TEH

Issu d'une famille influente, Chou Teh devient général et occupe un poste de fonctionnaire. Il est opiomane. Mais en 1922, il rencontre de jeunes révolutionnaires.

DÉSINTOXICATION

Chou Teh avait résolu de se désaccoutumer de la drogue. Ce n'était pas facile, il fumait depuis longtemps. Mais cet homme avait une volonté mieux trempée que ses relations ne le supposaient. Pendant des jours, comme il combattait son désir pernicieux, il fut couché, presque inconscient ; puis emportant un médicament curatif, il embarqua sur un vapeur britannique et prit passage sur le Yang-tze. Pas d'opium à acheter à bord ; pendant des semaines, il vogua sur le fleuve, arpentant le pont, n'allant jamais à terre, livrant la bataille la plus dure de sa vie. Mais au bout d'un mois de navigation, il quitta le navire les yeux clairs, une touche de rose à ses joues et une assurance nouvelle dans son pas. Après une fin de cure à l'hôpital, à Changhaï, il commença pour de bon une nouvelle existence.

ETUDE DU MARXISME

Chou Teh avait maintenant 40 ans, mais sa santé était excellente et son esprit avide de connaissances nouvelles. Il accompagna en Allemagne des étudiants chinois et se fixa pendant quelque temps près de Hanovre. Il rencontra là de nombreux communistes, et il semble avoir cette fois entrepris une sérieuse étude du marxisme et s'être épris des perspectives qu'ouvrait la théorie de la révolution sociale. Dans cette étude, il fut surtout instruit par des étudiants chinois qui



Mao Tse-tung et Chou-teh...

auraient pu être ses fils, car il n'apprit jamais le français, n'avait que de vagues notions d'allemand et n'avait pas le don des langues. Un de ses maîtres-étudiants d'Allemagne me raconta avec quel sérieux extrême, avec quelle patience, quel labeur, quelle ténacité il se débattit dans la confusion de tout un monde nouveau d'idées dont il s'agissait d'assimiler le sens fondamental et quel immense effort intellectuel fut le sien pour se dépouiller de tous les préjugés et limitations de sa formation chinoise traditionnelle.

De la sorte, il lut des histoires de la Grande Guerre et se familiarisa avec les affaires politiques européennes. Un jour, un étudiant de ses amis lui parla, tout excité, d'un livre intitulé *L'Etat et la Révolution*. Chou Teh le pria de l'aider à le lire, et c'est ainsi qu'il fut pris d'intérêt pour le marxisme et la Révolution russe. Il lut *l'ABC du communisme de Boukharine* et ses ouvrages de matérialisme dialectique, après quoi il lut encore du Lénine. Le puissant mouvement révolutionnaire alors actif en Allemagne l'emporta, avec des centaines d'étudiants chinois, dans la lutte pour la

Révolution mondiale. Il adhéra à la section chinoise du Parti communiste fondé en Allemagne.

«IL SOLLICITAIT TOUJOURS LA CRITIQUE»

Chou Teh avait l'esprit mûri, discipliné, pratique, me dit un camarade qui l'avait connu en Allemagne. C'était un homme très simple, modeste et sans prétention. Il sollicitait toujours la critique. Il avait un appétit insatiable de critiques. En Allemagne, il menait la vie simple d'un soldat. L'intérêt qu'il portait au communisme découlait primitivement de sa sympathie pour les pauvres, qui l'avait déjà rapproché du Kouomintang. Pendant quelque temps, il eut pleinement foi en Soen Yat-sen à cause des principes de celui-ci préconisant la possession de la terre par les cultivateurs et la limitation du capital privé. Ce n'est que lorsqu'ils commencèrent à comprendre le marxisme qu'il se rendit compte de l'insuffisance du programme de Soen.

Chou Teh vécut aussi quelque temps à Paris, où il entra dans une école fondée à l'intention des étudiants chinois par Wou Tche-hoei, un vétéran révolutionnaire du Kouomintang. En France comme en Allemagne, il se mettait au pied de ses jeunes instructeurs allemands, français et chinois qu'il écoutait et interrogeait avec humilité et avec lesquels il discutait avec calme, recherchant la clarté et la compréhension. «Pour être à la page, pour comprendre le sens de la révolution, répétaient ses jeunes moniteurs, il faut aller en Russie. C'est là qu'est l'avenir». De nouveau, il suivit leur conseil. A Moscou, il entra dans l'Université des Travailleurs orientaux, où il étudia le marxisme avec des maîtres chinois. A la fin de 1925, il regagna Changhaï, et à partir de ce moment travailla sous la direction du Parti communiste auquel il fit bientôt don de sa fortune.

à suivre

MOBILISATION DANS LES CAMPS

par Grégoire CARRAT

Après un voyage à l'intérieur du pays, quand on retrouve les camps de la frontière, c'est un autre aspect de la guerre du peuple sahraoui que l'on retrouve : tout un peuple qui a tout sacrifié pour refuser l'invasion. Comme les camps de l'intérieur en janvier ces camps ne sont pas des camps de réfugiés, mais des camps où s'organise dans le complet dénuement la vie d'un peuple qui a conquis son droit à l'indépendance. Les pilonnages de l'armée marocaine n'ont pas eu raison de lui. Ils ont accru sa détermination.

El Ouali, secrétaire général du Front POLISARIO nous expliquera le rôle que jouent ces camps dans la lutte du peuple sahraoui. Il montrera aussi que les bombardements d'Oum Dreiga conduisent à un véritable massacre.

Face à cela, la solidarité doit s'organiser. Il faut tout faire pour aider, sauver des milliers de personnes pour aider le peuple sahraoui à poursuivre son combat. Nous devons le faire avec d'autant plus de vigueur que ce sont des armes françaises qui assassinent au Sahara, livrées à partir de l'aérodrome d'Orléans.

UN JOUR DANS LES CAMPS DE LA FRONTIÈRE

Entre Tindouf, et la frontière du Sahara, est établi le camp du Chahid (martyr) Hamed Boujema, mort à El Aïoun, le 18 juillet 1975, à la suite des tortures que lui ont infligées les espagnols. Au début du mois de janvier, c'était un camp qui abritait 4000 personnes environ. On le découvrait, caché derrière de petits monts dans lesquels sont creusées des écoles, des cuisines.

filles de Foucou Ould Saïd. Alors que les troupes marocaines se déplaçaient pour aller attaquer Amgalla elles ont pris Borki Oud Mohamed, âgé de 55 ans, Labat Ould Nafa, âgé de 50 ans et Ali Oula Hamed dont l'âge est de 48 ans. Les guérillas ont amené leurs familles ici.

Ce sont les disparus, ceux dont on n'entendra plus parler, dont on ignorera toujours le sort. Puis il y a ceux pour qui l'on sait : ils ont été égorgés, les femmes qui ont été éventrées, et celles qui sont mortes en chemin. Sous les tentes et à l'hôpital de Tindouf, les blessures les plus atroces

mutilent les enfants, les femmes. On rencontre des enfants, des nourrissons presque le crâne brûlé lors des bombardements, des enfants amputés par des éclats de bombes.

Tous les camps sont marqués par la tentative de génocide, leur existence même en est le fruit.

GUELTA BOMBARDÉE



L'arrivée des réfugiés de Guelta.

«1000 réfugiés de Guelta sont en route». Débarquant d'un camion, après 1000 kms de piste, 5 jours de voyage, ils expliquent la situation à l'intérieur : le camp a été bombardé chaque jour. Nous avons pris des dispositions pour partir. Mais il y a vingt mille personnes. Entassés à quatre dans la cabine, juchés au sommet des bagages qui emplissent la plateforme arrière, ils ont roulé pour échapper aux troupes. Une Land Rover suit une famille. Une femme est sur les

bagages, un enfant avec elle : il a les yeux boursoufflés par le soleil, la poussière, la fatigue, la maladie ?

«Nous avons énormément de travail» dit Benda l'infirmière volontaire espagnole. Soutenue par deux parents, une femme chancelante de fièvre arrive. Il y a les blessés, et l'exode a encore accru le nombre de bronchites, de tuberculose. Le peu de nourriture affaiblit les enfants. Et les médicaments sont loin d'être suffisants. Et c'est

chaque jour qu'arrivent de nouveaux réfugiés, de nouveaux malades aussi : Le remède de Banda, c'est son sourire» dit un jeune sahraoui. «Elle sait parler aux gens et leur sourit tout le temps». C'est chaque jour ainsi, mais aujourd'hui, l'anxiété est grande. Il va falloir organiser le sauvetage de Guelta. Et Oum Dreiga ? Dans peu de temps, on apprendra qu'il est pilonné, 7000 victimes en trois jours. En tout au moins, 45000 personnes à sauver.

«TANT QUE NOUS N'AURONS PAS RÉCUPÉRÉ NOTRE TERRITOIRE»



Jamais vous n'entendrez un sahraoui se plaindre. Les récits sont sobres. «Tant que nous n'aurons pas récupéré notre territoire, manger et boire, ce n'est pas là l'important. Le soutien que vous nous apportez doit d'abord être un soutien moral, vous devez faire partager notre cause à vos compatriotes. Nous ici, nous combattons». Le roi du Maroc voulait imposer aux Sahraouis de se soumettre ou mourir. Ils ont choisi de vivre pour combattre. C'est pourquoi dans cette misère totale, le peuple sahraoui trouve la force de s'organiser, de gérer les camps lui-même, de prendre en mains lui-même les secours qui lui sont destinés.

El Ouali, secrétaire général du F. Polisario

Les camps sont des bases militaires



El Ouali et Mahfoud Laraoui, la nuit de l'indépendance.

Le gouvernement vient d'être nommé. Est-ce que vous pouvez nous dire quelle signification cela revêt dans le problème du Sahara Occidental aujourd'hui ? El Ouali : ce gouvernement signifie qu'il existe un peuple avec sa volonté, même si une grande partie a dû quitter son pays devant l'invasion étrangère. Aussi, la nomination d'un gouvernement est l'affirmation d'un pays indépendant qui respecte la Charte des Nations Unies, les résolutions qui concernent la Sahara, la Charte de l'OUA. Le peuple sahraoui est indépendant. Il défend son pays et fait face à l'invasion étrangère.

Quels sont les objectifs immédiats de ce gouvernement aujourd'hui ?

El Ouali : Il faudrait poser cette question au premier ministre ou à un membre du gouvernement. Mais ce que je pense être les objectifs actuels de ce gouvernement, c'est mettre le monde entier devant la réalité. Est-ce que ce monde à la force, le courage d'obliger un pays colonialiste à renoncer à ses visées, à respecter les résolutions internationales, ou le monde est-il incapable d'obliger les troupes marocaines à rentrer dans leurs frontières. Le but du gouvernement est de poser le problème devant l'opinion internationale dans ses termes réels.

Je reviens de l'intérieur du territoire, et après avoir rencontré les combattants, je souhaiterais savoir quel rôle joue dans la lutte armée la population qui a été obligée de se replier.

El Ouali : On peut donner une arme à n'importe qui, à une fille, une femme, un enfant. Le camp doit être une base militaire dans laquelle la femme doit apprendre à utiliser les armes, l'enfant, tout le monde. Nous n'avons pas des camps pour attendre les secours du Croissant Rouge et de la Croix Rouge Internationaux.

Les camps ont un rôle politique, complètement politique. Nous sommes dans une situation de combat national et tout le monde peut tout faire à toute place contre le colonialisme étranger.

Il y a une situation dangereuse qui se crée au Sahara Occidental qui ressemblerait à la Palestine. Le roi du Maroc a l'intention d'amener une masse de population pour remplacer la population qui a fui.

El Ouali : C'est pire que cela. Le roi accomplit un crime qui ne doit pas rester caché. Il veut détruire 25000 femmes et enfants à Oum Dreiga. C'est pire que le sionisme, pire qu'Israël. Mais le Sahara, c'est notre pays. Le roi doit le savoir et tout le monde doit le savoir. C'est notre pays, nous sommes un peuple et nous existons.

Le soutien à la lutte du peuple sahraoui doit être à la mesure de sa détermination à conquérir sa liberté, à revenir sur son territoire. Il faut de tout, des médicaments, des vêtements, de l'argent pour acheter de l'alimentation, des tentes...

Adressez vos dons à :
L'ASSOCIATION DES AMIS DU PEUPLE SAHRAOUI
BP 118 75 262 PARIS CEDEX 6
Libeller les chèques au nom de «L'Association des Amis du Peuple Sahraoui».

LES TENTES DU DÉSERT ONT DISPARU

Aujourd'hui, un gros camp s'étend derrière la tente du poste de garde, qui surveille l'entrée du camp. Puis on aperçoit en avançant deux, trois, quatre camps. Il y a maintenant 12.000 personnes autour de ce seul centre. Au total, il y a 80.000 personnes dans les camps dispersés le long de la frontière.

«Il n'y a pas assez de tentes», dit le responsable du Croissant Rouge Sahraoui chargé de recenser les besoins dans chaque camp. «Il nous en faudrait au moins deux mille de plus, et nous attendons de nouveaux arrivants tout aussi démunis de tout. Et puis, il faut des couvertures, de l'alimentation, de tout. Notre peuple est prêt à se sacrifier pour sa liberté. C'est un devoir pour tout le monde de l'aider par tous les moyens».

Ceux qui sont arrivés dans le courant du mois de février n'ont rien. En janvier, nous les avions rencontrés à l'intérieur, à Amgalla, à Tifariti, à Imi. Les vastes tentes du désert dont ils disposaient en grand nombre ont disparu presque complètement, presque tout a été brûlé par les bombardements, abandonné sur les pistes, perdu.

Les camps sont une accusation vivante, le témoignage de la barbarie des troupes marocaines.

CEUX QUI RENCONTRENT LES PATROUILLES MAROCAINES

«Nous avons fui à la suite de l'oppression dit Dafa Ould Allal, un homme âgé venu de Smara. «Certains de nos compagnons ont été pris par des patrouilles marocaines : on n'a plus entendu parler d'eux. C'est le cas du fils de Bordki Ould Brahim et de la